

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 24 (1915)
Heft: 24

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Vierundzwanzigster Jahrgang
Erscheint jeden Samstag
Organ und Eigentum des
Schweizer Hoteller-Vereins

Vingt-quatrième Année
Paraît tous les Samedis
Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers

Die Vereinsmitglieder erhalten das Blatt gratis. Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Alleinige Inseraten-Annahme: RUDOLF MOSSE, Annoncen-Expedition, Zürich und Basel. Les annonces sont seules reçues par RUDOLF MOSSE, Agence de publicité, Zurich et Bâle.
Alleinige Konzessionärin für den in- und ausländischen Propagandendienst des Schweizer Hoteller-Vereins. Seule concessionnaire du service de publicité suisse et étranger de la Société Suisse des Hôteliers.
INSERTIONS-Preis: Pro Pettzeile 30 Cts., Anzeigen auslând. Ursprungs 40 Cts., Reklamen Fr. 1.25, Reklamen auslând. Ursprungs Fr. 1.50. PRIX DES ANNONCES: La petite ligne 30 cts., annonces de l'étranger 40 cts.; réclames fr. 1.25, réclames de l'étranger fr. 1.50.

ABONNEMENT. SCHWEIZ: Jährl. Fr. 10.—, halbjährl. Fr. 6.—, vierteljährl. Fr. 3.50, 2 Monate Fr. 2.50, 1 Monat Fr. 1.25. AUSLAND (inkl. Portozuschlag): Jährl. Fr. 15.—, halbjährl. Fr. 8.50, vierteljährl. Fr. 4.50, 2 Monate Fr. 3.20, 1 Monat Fr. 1.60. ABONNEMENTS: SUISSE: 12 mois fr. 10.—, 6 mois fr. 6.—, 3 mois fr. 3.50, 2 mois fr. 2.50, 1 mois fr. 1.25. ÉTRANGER (trait de port compris): 12 mois fr. 15.—, 6 mois fr. 8.50, 3 mois fr. 4.50, 2 mois fr. 3.20, 1 mois fr. 1.60.
Postcheck- & Giro-Konto No. V. 85 o. Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. ■ ■ ■ ■ ■ TÉLÉPHONE No. 2406. ■ ■ ■ ■ ■ Rédaction et Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle. ■ ■ ■ ■ ■ Compte de chèques postaux No. V. 85 o.

Schweizer Hoteller-Verein.

EINLADUNG

zur

XXXIV. ordentl. Generalversammlung

Samstag, den 26. Juni 1915, vormittags punkt 8 Uhr 45 Min.

im HOTEL SCHWEIZERHOF in ÖLTEN.

Traktanden:

1. Geschäftsbericht.
2. Beschluss betr. Nichteinzug der Beiträge an Propagandakasse und Hotelführer pro 1914.
3. Jahresrechnungen.
4. Budget des Vereins pro 1915/16.
5. Wahl der Rechnungsrevisoren für den Verein und die Fachschule.
6. Bericht und Mitteilungen der Propagandakommission.
7. Beitrag an die Propagandakasse.
8. Bericht und Mitteilungen der Fachschulkommission.
9. Landesausstellung; „Hospes“.
10. Die Lage und Hilfsaktion.
11. Antrag des Hoteller-Vereins Thun betreffend Innehaltung der Hotelführerpreise.
12. Einheitliche Regelung des Koch- und Kellnerlehrlingswesens.
13. Mitteilungen:
 - a) Vorstellung des neuen Vorstandes;
 - b) Versicherungsfragen;
 - c) Mineralwasserflaschen.
14. Verschiedenes und persönliche Anregungen.

Zu den Verhandlungen haben nur Vereinsmitglieder Zutritt. Die Beschlüsse der Generalversammlung sind für alle Mitglieder verbindlich, welches auch die Zahl der Anwesenden sein möge.

PROGRAMM:

Samstag, den 26. Juni 1915, morgens 8 Uhr 45 Min. präzise:

Generalversammlung im Hotel Schweizerhof.

Nach Schluss der Versammlung: Gemeinschaftliches Mittagessen ebendasselbst zum Preise von Fr. 5.— mit Wein und Kaffee.
Das Vereinsabzeichen ist mitzubringen. Neue Mitglieder können dasselbe vor der Sitzung bei unserm Vereinssekretär in Empfang nehmen. Ersatzabzeichen kosten 1 Fr.

In Erwartung zahlreicher Beteiligung zeichnet mit kollegialischem Gruss

Hochachtungsvoll

Für den Vorstand des Schweizer Hoteller-Vereins:

Lucerne, im Mai 1915.

Der Präsident: O. Hauser.

Zugsverbindungen.

Ankunft von		Abfahrt nach	
Aarau-Zürich	8.10 8.30	Aarau-Zürich	4.20 6.22 6.22 7.12 10.12
Basel	8.22 8.41	Basel	5.08 6.12 7.22 8.21 9.22
Bern	8.07	Bern	4.45 7.12 8.12 10.12
Lucerne	7.58	Lucerne	4.50 7.12 10.12
Solothurn-Biel	7.50	Solothurn-Biel	4.50 7.12 8.12

Notiz. Schon am Vorabend der Generalversammlung in Olten ankommende Mitglieder treffen sich von 8 Uhr an im Hotel Schweizerhof.

Société Suisse des Hôteliers.

CONVOCAION

à la

XXXIV^{me} Assemblée générale ordinaire

Samedi, le 26 Juin 1915, à 8 h. 45 précises du matin

à l'HOTEL SCHWEIZERHOF à ÖLTEN.

Ordre du jour:

- 1° Rapport de gestion.
- 2° Décision concernant la non-perception de contributions pour l'année 1914 à la caisse de propagande et au guide des hôtels.
- 3° Comptes annuels.
- 4° Budget de la Société pour 1915/16.
- 5° Election des reviseurs de comptes pour la Société et l'Ecole professionnelle.
- 6° Rapport et communications de la Commission de propagande.
- 7° Cotisation à la caisse de propagande.
- 8° Rapport et communications de la Commission de l'Ecole professionnelle.
- 9° Exposition nationale; „Hospes“.
- 10° La situation actuelle et les mesures de secours.
- 11° Proposition de la Société des Hôteliers de Thoune concernant l'observance des prix figurant au guide des hôtels.
- 12° Règlement uniforme de l'apprentissage des cuisiniers et sommeliers.
- 13° Communications:
 - a) Présentation du nouveau Comité central;
 - b) Questions d'assurances;
 - c) Bouteilles d'eaux minérales.
- 14° Divers et propositions individuelles.

Les Sociétaires sont seuls admis à la séance. Les décisions de l'Assemblée générale sont valables pour tous les membres, quel que soit le nombre des sociétaires présents.

PROGRAMME:

Samedi, le 26 Juin 1915, à 8 h. 45 précises du matin:

Assemblée générale à l'Hotel Schweizerhof.

A la fin de la séance: Diner en commun au même hôtel au prix de fr. 5.— vin et café compris.

Chaque sociétaire doit être muni de son insigne. Les nouveaux membres peuvent se procurer celle-ci avant la séance auprès du secrétaire de notre Société. Les insignes de rechange coûtent 1 franc.

Dans l'attente d'une participation nombreuse, nous vous présentons, chers collègues, nos salutations les plus cordiales.

Pour le Comité de la Société Suisse des Hôteliers

Lucerne, en Mai 1915.

Le Président: O. Hauser.

Correspondance des trains.

Arrivée de		Départ pour	
Aarau-Zürich	8.10 8.30	Aarau-Zürich	4.20 6.22 6.22 7.12 10.12
Bâle	8.22 8.41	Bâle	5.08 6.12 7.22 8.21 9.22
Berne	8.07	Berne	4.45 7.12 8.12 10.12
Lucerne	7.58	Lucerne	4.50 7.12 10.12
Soleure-Bienne	7.50	Soleure-Bienne	4.50 7.12 8.12

Note. Pour les Sociétaires arrivant à Olten déjà la veille, rendez-vous à l'Hotel Schweizerhof dès 8 heures.

Procès-verbal

des

délibérations du Comité

Séance du 29 Mai 1915, à 2 h. après-midi, à l'Hôtel du Cygne, à Lucerne.

Sont présents:

- Mr O. Hauser, président,
- » E. Cattani, vice-président,
- » H. Haefeli, suppléant,
- » A. Riedweg,
- » E. Stigeler, secrétaire.

Délibérations:

1° Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

2° Action de secours.

Le Comité prend connaissance du texte de la nouvelle adresse au Département fédéral de Justice touchant les mesures de secours destinées à protéger l'industrie hôtelière tombée dans une situation critique par suite des événements de la guerre. Cette requête a été remise le 22 Mai 1915, elle sera publiée dans l'organe de la Société en même temps que le procès-verbal de cette séance.

Le Département a, depuis lors, convoqué pour le 2 Juin prochain à une conférence à Berne une commission d'experts composée des différents groupes intéressés. Cette commission délibère sur un avant-projet d'arrêté fédéral élaboré par le Département et relatif à la protection de l'industrie des étrangers contre les conséquences de la guerre.

Ayant à fixer l'attitude de ses délégués à la commission d'experts, le Comité prend position à l'égard des diverses dispositions de cet avant-projet qui concorde en grande partie avec le postulat préparé par la Société.

3° Règlement uniforme des conditions d'apprentissage des cuisiniers et des sommeliers.

Le secrétaire présente un rapport circonstancié sur l'état de cette question. Les projets établis par la Commission spéciale pour le contrat d'apprentissage et l'organisation des examens d'apprentissage ont été discutés en séance commune par une délégation du Comité avec les représentants de l'Union Helvetia. Une entente a pu être obtenue sur toutes les questions de principe. Les projets rectifiés seront en temps voulu portés à la connaissance de toutes les unions intéressées. L'affaire devra être activée de façon à être liquidée avant l'assemblée générale.

4° Convalescents de guerre.

En suite de la correspondance échangée antérieurement le Comité a été avisé par les représentants de la Croix-Rouge allemande pour les districts consulaires de Zurich, Bâle, Berne et Grisons qu'en lieu compétent l'intention existe bien toujours d'envoyer, si tôt que les conditions préliminaires nécessaires seront remplies, des convalescents de guerre allemands en Suisse, mais pour des raisons faciles à comprendre il ne sera pas pendant les hostilités donné suite à ce projet et l'on ne peut par conséquent pas encore dire à quelle époque la chose deviendra possible.

Le Comité a remercié de leur communications les dits représentants et les a assurés que la direction de notre Société se tiendra à leur disposition dès que les circonstances permettront de recevoir en Suisse des convalescents de guerre.

5° Valeurs étrangères.

Considérant que des voyageurs provenant de pays atteints actuellement par des courants défavorables sont exposés à de grandes pertes par le change et conformément à une décision du Comité la question a été posée à l'Union des représentants des banques suisses de savoir s'il ne serait pas possible aux banques d'ouvrir à ces voyageurs, contre dépôt de valeurs courantes, un crédit proportionné dont le compte pourrait être arrêté seulement après la fin de la guerre.

D'après sa réponse l'Union des banques estime qu'il n'y a pas lieu pour les établissements suisses de crédit d'accueillir cette proposition. En effet non seulement la date de la clôture de compte serait incertaine, mais encore le voyageur, qui n'a pas de domicile en Suisse et qui est inconnu à la banque, n'offrirait pas une garantie suffisante pour la juste évaluation en compte des valeurs déposées par lui et d'ailleurs exposées à de constantes fluctuations de cours. Semblable arrangement ne serait possible que pour des cas isolés et de préférence par l'hôtelier lui-même après entente préalable avec sa banque ordinaire. Etant donné l'incertitude qui règne sous tous les rapports, le mieux à conseiller au voyageur c'est de transformer son argent en monnaie courante et de supporter une perte de cours plus ou moins grande sur le change de l'argent étranger.

6° Bouteilles d'eaux minérales.

La Société des propriétaires suisses de sources minérales soumet au Comité, sur demande de celui-ci, un échantillon de bouteille d'eaux minérales pouvant ensuite prouver aussi d'autres emplois dans l'hôtel.

L'échantillon présenté est jugé comme ne méritant pas d'être agréé. La préférence se-

rait donnée à une bouteille dite bouteille à Bordeaux. Le Comité décide d'écrire dans ce sens à la Société des propriétaires de sources minérales.

7° Motions des réviseurs des comptes.

Les réviseurs des comptes soumettent au Comité les motions suivantes:

1° Les indemnités de voyage et les journées payées jusqu'à présent par la caisse de la Société aux membres de la Commission de l'Ecole professionnelle soient payées à l'avenir par l'Ecole professionnelle, de même tous les imprimés relatifs à l'Ecole et qui lui sont fournis par la Société pour son propre usage.

2° Soit examinée la question de voir comment, en renonçant aux livres auxiliaires, la comptabilité entière pourrait être simplifiée et établie de façon plus pratique pour sa vérification. La tenue parallèle de livres si nombreux prend en effet beaucoup de temps et paraît peu rationnelle.

Le Comité décide de se rallier sans autre à la première proposition. Il croit devoir par contre repousser la seconde parce que la comptabilité tout entière a été, il y a seulement trois ans, organisée à neuf dans tous ses détails par un expert comptable très qualifié et parce que les membres attachent une grande importance à avoir dans toutes les branches de la comptabilité une vue exacte qui n'est possible qu'avec le maintien des différents livres auxiliaires. La chose devra néanmoins n'être pas abandonnée en tant que l'introduction de simplifications sera possible sans changement au système actuel, qui a fait ses preuves.

8° Divers. Le Comité arrête les termes de la réponse à adresser à une question d'un membre de la Société touchant la réduction de primes d'assurances.

La séance est levée à 5 1/2 heures.

Le Président: O. Hauser
Le Secrétaire: E. Stigeler.

Vom Tage.

(Ein Ehrentag der Schweiz. — Kranke Gefangene als Zivilinternierte. — Hilfsaktion.)

Die Liebe zu unserem schönen Vaterland hat sich wohl noch nie in so strahlendem Glanze gezeigt, als am letzten Sonntag, da das Schweizer Volk zur Urne gerufen wurde, um über die Kriegssteuervorlage sein Urteil abzugeben. Die Annahme der Verfassungsrevision ist so glänzend ausgefallen, wie es kein Optimist zu hoffen wagte und noch niemals, solange der Schweizer Bund besteht, war das Verhältnis der eingelegten Zettel ein derart günstiges, dass man fast von Einstimmigkeit des Volkes sprechen darf. Es war ein Ehrentag ohne gleichen für unsere Nation, der auch auf das Ausland seine Wirkung nicht verfehlen wird. Unser Volk, dessen politische und wirtschaftliche Lage mitten im blutgetränkten Europa besonders schwierig ist, hat den zwingenden Ernst der Stunde richtig verstanden und aus Liebe zum Vaterland ein Opfer auf sich genommen, das in diesen schweren Zeiten doppelt zählt. Ohne Unterschied der Konfession, der Sprache und des Stammes hat es dem Staate bewilligt, was er zur Aufrechterhaltung seiner Unabhängigkeit und Freiheit im Momente bedarf, und das mit einer Einmütigkeit, die jeden Patrioten mit Stolz und Freude erfüllen muss. Diese grosse Stunde wahrhafter Solidarität wird unserer Generation unvergessen bleiben und auf alle Zeiten ein Ehrenblatt bilden in den Annalen unserer Geschichte. Darüber hinaus hat aber das Schweizer Volk am 6. Juni auch beim Ausland hohe Ehre eingelegt, das Ansehen unseres kleinen Staates mächtig gehoben und durch das Abstimmungsresultat die Einigkeit und Geschlossenheit der schweizerischen Nation aufs neue bewiesen. Daran vermögen auch die gelegentlichen kleinen Differenzen zwischen Deutsch und Welsh, ihre geteilten Sympathien gegenüber dem Ausland nichts zu ändern. Diese Einigkeit ist es denn auch, was uns an der Abstimmung vom letzten Sonntag am meisten erfreut, ist sie doch der beste Beweis dafür, dass jeder fremde Angriff, jede Bedrohung unserer Grenzen unser Volk geschlossen hinter einer tapferen Armee finden würde. Das ist der sichtbare Erfolg des Volkstages vom 6. Juni: wir sind vor allem Schweizer und scheuen vor keinem Opfer zurück, das uns im Interesse unserer Freiheit und Selbsterhaltung auferlegt wird. Bei einer solchen Volksstimmung darf man aber auch der Zukunft getrost entgegenblicken und es unterliegt keinem Zweifel, dass nach diesem Tag die Stellung unserer Behörden gegenüber fremden Wünschen und Zudringlichkeiten in mancher Hinsicht gefestigter ist. Möge uns diese Einigkeit auf alle Zeiten erhalten bleiben, auf dass es uns gelinge, im Notfall auch den ärgsten Stürmen Trotz zu bieten.

Wenn unser Volk sich heute bei den kriegführenden Parteien allenthalben warmer Sympathien erfreut, so ist das in erster Linie wohl der schönen Liebestätigkeit zuzuschreiben, die die Schweiz bisher gegenüber den Gefangenen und Verwundeten der kämpfenden Völker so selbstlos und hingebend geübt hat. Zu Zehntausenden zogen die armen Kriegsgesopfe, freigelassene Zivilgefangene und verstümmelte Soldaten, durch unser Land, manch brennende Wunde ist gekühlt worden, mancher Seelenschmerz fand teilnahmsvollen Trost. Weh und Entsetzen hat uns ergriffen beim Anblick all der Leiden und Verwüstungen, die dieser schrecklichste aller Kriege der Jugend Europas

zugefügt, Zorn und Resignation gegenüber einem Schicksal, das diese Völkerplage, dieses Morde heraufbeschwor, und vor allem Mitleid gegenüber den unschuldig Leidenden, die dem blutigen Zwist zum Opfer fallen.

Mitleid wird auch in den kommenden Monaten nolltun. Ins Riesenhafte steigern sich nachgerade die Leiden unserer Nachbarvölker, die Zahl der Schwerverwundeten häuft sich von Tag zu Tag und muss sich sicher in vielen Staaten schon hoch in die Zehntausende belaufen. Die Pflege so vieler Leidenden bedeutet naturgemäss für die Kriegführenden eine enorme Last und stellt Anforderungen, die offenbar mit den getroffenen Vorbereitungen und den vorhandenen Hilfsmitteln mancher Länder nicht mehr recht im Einklang stehen. Das ist begreiflich; niemand hat die Hekatomben von Opfern voraussehen können und niemand ahnte auch die ungeheure Grösse von Elend, die der Menschheit in diesen zehn Monaten auferlegt wurde. Wo aber Not und Unglück an die Menschen, im einzelnen oder im grossen, herantraten, hat sich auf Erden bisher noch immer Mitleid und Wohltätigkeit rechtzeitig eingestellt, um den Hilflosen beizustehen. Das scheint sich nun auch hinsichtlich der armen Verwundeten zu bewahrheiten, die gegenwärtig zu Hunderttausenden, oft wohl nur notdürftig gepflegt, in den überfüllten Lazaretten und Spitalen der kriegführenden Mächte herumliegen. Und wir konsolieren mit grosser Genugtuung, dass hier wiederum die Hilfsfähigkeit von der Schweiz ausgehen wird. Wer wäre auch zu diesem Samariterdienst geeigneter denn unser neutrales, von allen Nachbarn geachtetes Volk!

In der Tat scheint unserem Lande ein neues Liebeswerk zugunsten einer Kategorie von Kriegsgesopfen zugeordnet zu sein, die des Mitleids aller Gutesgünstigen in besonderem Masse bedürfen, nämlich der kranken und verwundeten Kriegsgefangenen. Der Schweizerische Bundesrat hat schon vor einiger Zeit auf diplomatischem Wege Schritte getan, die darauf abzielten, für eine grössere Anzahl kranker und erholungsbedürftiger Kriegsgefangener die Erlaubnis zu erwirken, bis zu ihrer Genesung Aufenthalt in der Schweiz zu nehmen. Nunmehr interessiert sich auch das Oberhaupt der katholischen Kirche für dieses Liebeswerk; der Papst suchte Fühlung mit dem Bundesrat und es wird zur Realisierung des Projektes von beiden Seiten nun anscheinend folgende Basis ins Auge gefasst: Die Schweiz bewilligt die Internierung von rund 20,000 kranken oder verwundeten Kriegsgefangenen, je 10,000 für jede der beiden kriegführenden Mächtegruppen, und zwar solche Gefangene, welche nicht unter die Kategorie der definitiv kampfunfähigen fallen. Die gesund gewordenen würden wieder in die Gewalt des Staates zurückgeführt, von dem sie gefangen genommen wurden. Die Lücken, auch durch Tod entstanden, würden durch neue Internierte jeweils ausgefüllt, so dass die Schweiz bis Kriegschluss stets einen Bestand von rund 20,000 Erholungsbedürftigen bei sich zur Pflege aufnehmen würde. Die Kosten würden von den kriegführenden Staaten für die Internierten ihrer Nationalität bestritten.

Über das Vorgehen, das zur Verwirklichung des wahrhaft humanen Gedankens führen soll, scheint zwischen dem Heiligen Stuhl und dem Bundesrat bereits ein Einvernehmen zu bestehen; es ist aber noch fraglich, ob die am Kriege beteiligten Staaten ihre Einwilligung geben werden. Man wird es im Interesse der kranken Gefangenen, der ohne Zweifel bemitleidenswertesten Opfer des ganzen Krieges, gewiss gerne wünschen. Unserm Land würde die Durchführung des Projektes sicherlich nicht wenig Umstände verursachen, andererseits aber auch sein Ansehen und die fremden Sympathien erheblich stärken. Der Hotelier aber würde sich dadurch ein neues Tätigkeitsfeld eröffnen, zu dem man sie angesichts der gegenwärtigen geschäftlichen Depression nur beglückwünschen könnte. Es ist anzunehmen, dass mancher der Kranken später als Gesunder wiederkehren wird und vielleicht liesse sich auch, bei zufriedenstellendem Verlauf der ersten Versuche, die Zahl der eingeleiteten Internierten — als solche werden die Kranken offenbar behandelt werden — noch um einige Tausend erhöhen. Jedenfalls wird aber die schweizerische Hotelier als Liebeswerk nach besten Kräften fördern helfen.

Laute die Not der Zeit schon bisher wie ein schwerer Alp auf allen Gemütern, so ist die Lage des Fremdenverkehrs durch den Eintritt Italiens in den Weltkrieg nur noch bedrohlicher geworden. An einen baldigen Frieden kann jetzt unter keinen Umständen mehr gedacht werden und gar mancher Hotelier legt sich die sorgenvolle Frage vor, welches Unheil die Zukunft noch in ihrem Schosse bergen möge. Da ist es denn in Hotelierskreisen als frohe Botschaft aufgenommen worden, dass ihrer geschäftlichen Notlage seitens der Behörden vermehrte Aufmerksamkeit geschenkt wird und der Bundesrat sich bereit erklärte, eine eidgenössische Hilfsaktion für das Hotelwesen in Beratung zu ziehen. Die dahinzulegenden Bestrebungen und Wünsche unseres Vereins sind an dieser Stelle ausführlich zur Kenntnis der Mitglieder gebracht worden; die vom eidgenössischen Justizdepartement einberufene Kommission hat sich am 2. Juni unter Vorsitz des Herrn Bundesrat Müller versammelt, die bundsrätliche Vorlage in erster Lesung durchberaten, sowie die Anregungen und Anträge unseres Vorstandes teils gutgeheissen, teils zur näheren Prüfung

an das Departement verwiesen. Es dürfte in unseren Kreisen vor allem interessieren, dass die Frage der Schiedsgerichte bei den Stundungsverfahren die für den Hotelier allem mögliche Lösung gefunden hat. Diese Anregung des Departements wurde im Verlauf der Beratungen fallen gelassen, weil eine solche Neugestaltung als zu umständlich und kostspielig erkannt wurde und sich auch hinsichtlich der Zusammensetzung der Schiedsgerichte gewisse Bedenken geltend machten. Als entscheidende Instanz bei allfälligen Stundungsstreitigkeiten sind daher die obernationalen Nachlassbehörden bezeichnet worden und zum Schutze gegen willkürliche Urteile dieser Amtsstellen kommt eventuell noch eine eidgenössische Rekursinstanz in Frage, als welche voraussichtlich die Betreibungs- und Konkurskammer des Bundesgerichts zu funktionieren hätte.

Grosse Schwierigkeiten boten sich, wie ein Berner Blatt zu berichten weiss, in der Kommissionssitzung namentlich bei der genauen Umschreibung des Begriffes «Hotel»; es sei daher der Konsequenzen wegen beschlossen worden, verwandte oder mit der Hotelier irgendwie in Verbindung stehende Betriebe von der Hilfsaktion auszuschliessen. Wir legen diese etwas unklare Mitteilung in dem Sinne aus, dass nur reine Hotelbetriebe der Kapital- und Zinsenstundung teilhaftig werden sollen, während z. B. Fremden-Magazine, Touristenbahnen und andere mit dem Reiseverkehr in Beziehung stehende Geschäfte nicht als schutzbedürftig erklärt würden. — So sehr wir uns nun des von der Hotelier erzielten Erfolges freuen, so sehr bedauern wir auch, dass die Hilfsaktion nicht auf breitere Basis gestellt und andere vom Fremdenstrom abhängige Unternehmen dabei leer ausgehen sollen, und wir möchten wünschen, es würde diese Frage nochmals in reiflicher Erwägung gezogen. Da sind z. B. eine Anzahl Touristenhämmer, die des Schutzes ebenfalls dringend bedürfen und nach dem Kriege verkrachen müssen, wenn ihnen nicht die Rechtswohlthat der Nachlassstundung für eine gewisse Zeit nach Friedensschluss gewährt wird. Darunter befinden sich ohne Zweifel einige Unternehmen, die sich bei normalem Geschäftsgang rasch wieder erholen werden. Wir sind der Meinung, über deren Wohl und Wehe sollte nicht so leicht hinweg gesehrt werden, denn auch hier stehen mitunter ganz respektable Kapitalien auf dem Spiele. Allerdings kann die Kompliziertheit der ganzen Hilfsaktions-Angelegenheit wohl von niemand geleugnet werden, doch bürgt uns die Erfahrung und Gewandtheit der in der Kommission sitzenden Männer dafür, dass eine alle Interessenten befriedigende Lösung gefunden wird; gemäss der Eingabe unseres Vereins, in der ausser den Hotels speziell auch auf jene Geschäfte hingewiesen wurde, die ausschliesslich oder vorwiegend auf den Reiseverkehr zugeschnitten sind.

Der Automobilverkehr und seine volkswirtschaftliche Bedeutung.

Von E. Rohr, Hoteldirektor.

Von jeher hat es sich die «Hotel-Revue», als Organ des Schweizer Hotelier-Vereins, zur Aufgabe gemacht, Aufklärung und Belehrung in ihren Spalten zu bringen, wenn es galt, einem Vorurteil oder einer Hintansetzung des Automobils als Verkehrsmittel zu begegnen.

Mit Interesse bin auch ich, als Abonnent, jeweils diesen Ausführungen gefolgt, habe ich doch in meinem Wirkungskreise an einer der stärksten Verkehrsadern des Südtirols, dem Dorado des Automobilverkehrs, beste Gelegenheit, Vor- und Nachteile dieses modernen Verkehrsmittels im eigenen Betriebe kennen zu lernen.

Mehr und mehr hat sich das Automobil seinen Weg gebahnt, und wenn es vor wenigen Jahren noch ein Privilegium nur der bestsituierten Gesellschaftsklassen war, mit Privatautomobil zu reisen, wenn die Kategorie der Mietautomobile, Taxameter-, Post- und Gesellschaftsautomobile etc. sich damals noch im ersten Entwicklungsstadium befanden, so hat seit der Industrie auf diesem Gebiete einen Aufschwung genommen, der wohl von wenig andern Industriezweigen an Mannigfaltigkeit und Fruchtbarkeit übertroffen worden ist.

Mag auch dieser Aufschwung in unserer Schweiz, wo an Berg- und Talbahnen, Tramways etc. des Guten oft nur zu viel getan wurde, dem allgemeinen Publikum weniger vor Augen treten, so macht sich die durch das Automobil hervorgerufene Verkehrsentwicklung umso mehr bemerkbar in Ländern, die ein weniger weitverbreitetes Schienennetz aufweisen und die sich deshalb an die allhergebrachten Verkehrswege, die Kunststrassen, halten müssen.

Wohl kann ein Land hat sich durch kluge Anpassung und Ausnützung dieses neuen Verkehrsmittels in wenigen Jahren einen solchen Aufschwung und eine solche Steigerung des Fremdenverkehrs, und damit der wirtschaftlichen Einnahmsquellen geschaffen, wie das Tirol. Wenn dasselbe als Konkurrenzland der Schweiz immer ernstlicher in die Schranken tritt, und sich Jahr für Jahr einen stärkeren Reisetraum sichert, der sich zum Grossteil von der Schweiz abwendet, wenn Orte wie Bozen, Meran, Innsbruck u. a., als Zentralpunkte mit Jahn- und Höhenkurorte, wie San Martino di Castrozza, Karsseersee, Cortina d'Am-

pezzo u. a. als Sommerstationen Besuchszielen aufweisen, die altbekannt schweizerischen Fremdenzentren und Höhenkurorten in keiner Weise nachstehen, so hat es diesen gewaltigen Aufschwung nicht zum wenigsten der weit-sichtigen Förderung und Nutzbarmachung des Automobils zu verdanken, das den Grossteil der Verkehrsstrassen beherrscht.

Auf den Tiroler Alpenstrassen, die mitten ins Herz der herrlichen Hochebergswelt sich ziehen, wie Stülferjochstrasse (2760m), Jaufenpass (ca. 2100 m), Röllpass (2000 m), neue Dolomitenstrasse, Karrerpass (1750 m), Pordoi-joch (2250 m), Falzaregopass (2100 m) und viele mehr, bewegen sich in der Saison grosse Kolonnen von Privatautomobilen, Post- und Gesellschaftsautos, die an Personenfrequenz mancher Eisenbahn wohl anstehen würden und dabei sei bemerkt, dass sowohl der Wagen- und Pferdepostverkehr, als auch der Fuss-touristenverkehr stets sich noch in lebhaftem Rahmen bewegt, wenn auch in etwas beschränkterem Masse wie früher.

Wenn diese angeführten Verhältnisse noch einen Zweifel aufkommen lassen über den Wert des Automobils als modernes Verkehrsmittel, so mag als weiterer Beweis die Vielschichtigkeit der Verwendung angeführt werden, die das Automobil in den verschiedensten Formen beim gegenwärtigen erbitterten Weltkriege findet. Mehr wie je wird das Automobil auch nach dem Friedensschluss seinen Siegeslauf fortsetzen und als beliebtestes, äusserst bequemes Verkehrsmittel sowohl die Landstrasse wie die Gebirgspässe befahren, nimmt doch von Jahr zu Jahr die Zahl der Familien zu, die nur noch im Automobil reisen.

Aufgabe und Pflicht eines jeden Landes ist es, diesem Zuge der Zeit Rechnung zu tragen, und den Anteil, den das Automobil als Förderer des Reiseverkehrs bringt, als reiche Einnahmsquelle zu sichern. Dass in dieser Hinsicht die Schweiz als die althergebrachte Hochburg des Fremdenverkehrs und der Touristik nicht hinter andern Ländern zurückbleiben darf, liegt auf der Hand, um so mehr, als sie sich in Handel, Industrie und Bildungswesen einen ehrenvollen Platz gesichert hat und sich stolz neben die nachbarlichen Grossmächte des Handels und der Industrie stellen darf; war doch unsere Landesausstellung ein beredetes Zeugnis schweizerischen Könnens und schweizerischer Arbeit.

Entgegen der sonst stets bewiesenen fortschrittlichen Gesinnung haben verschiedene schweiz. Behörden bis dahin eine in vielen Kreisen nicht gebilligte Zurückhaltung gegen das Auto an den Tag gelegt. Die Art und Weise, wie verschiedene Kantone den Automobilverkehr unterbinden, durch Verbote und hemmende Verkehrs- und Kontrollbestimmungen teilweise ganz unterdrücken und teilweise nur in sehr beschränktem Masse zur Entfaltung gelangen lassen, hat dem Fremdenverkehr, so-wohl wie verschiedenen interessierten Industriezweigen starken Abbruch getan. Nur zu oft begegnet man bei Hotelgästen in den automobildfreundlichen Nachbarländern der freigeäußerten Ansicht, dass man gegenwärtig in der Schweiz mit Automobil nicht reisen könnte und oft mit Bedauern dieselbe meide, trotz ihrer vielen Vorzüge. Sogar die Frage einer Boykottierung unseres Landes ist von grossen Automobilvereinigungen unserer Nachbarstaaten aufgeworfen worden. Wenn auch ein solcher Schritt gegenüber einem gastreichen Lande kaum zur Tatsache werden dürfte, so erheischt die Angelegenheit doch energisches Studium und rasche Abhilfe der diesbezüglichen Uebelstände.

Betrachten wir einmal oberflächlich, welche Einnahmen ein Automobil mit seinen Insassen der Schweiz bringt. Als mittlere Annahme dient ein Auto mit drei Passagieren und einem Chauffeur. Für Lebensunterhalt resp. tägliche Ausgabe im Hotel für Logis und die drei Hauptmahlzeiten rechnet man Fr. 18.— pro Person, für den Chauffeur Fr. 10.—, Garage Fr. 3.—, für Unterhalt des Autos an Benzin, Öl und Fett durchschnittlich Fr. 20.— pro Tag; somit eine Tagesausgabe von Fr. 87.—. Wenn nun nach vollkommener Statistik laut Nr. 41 der «Hotel-Revue» vom 11. Okt. 1913 in den zwei Monaten Juli und August 1913 total 3830 Autos auf Schweizergelände eingetreten sind, so ergibt sich hierfür eine tägliche Einnahme von ca. Fr. 333,200.— nur an Hotelrechnung (Logis und Mahlzeiten) und an Garage, Benzin und Öl. Wenn wir die mittlere Aufenthaltsdauer dieser Automobilgäste mit einer Woche annehmen, so ergibt diese eine Einnahme von ca. Fr. 2,332,500.—, welcher Betrag zu zirka einem Fünftel dem Handelsstande für Benzin und Öl zufließen würde und zu zirka vier Fünfteln der Hotelindustrie und durch diese wieder der Landwirtschaft, dem Handels- und Gewerbebetriebe, dem Ferneren in Betracht ziehen, dass wir dieser notwendigsten Ausgabe für den täglichen Unterhalt noch die Ausgaben für Gebührenmittel, Vergütungen und Unterhaltung, Toiletten, Kleider, Liebhabereien, Andenken etc. kommen, die wir mit Fr. 10.— pro Person und pro Tag als sehr bescheiden annehmen dürfen, und weiter als tägliche Ausgabe für Reparaturen des Autos, Ersatz an Pneumatik, sowie für Karten und Sportausgaben weitere 15 Fr. ansetzen, ergibt sich eine weitere Einnahme von Fr. 45.— pro Tag, entsprechend zirka Fr. 172,500 für obige Anzahl Kraftwagen, welcher Betrag für den Aufenthalt einer Woche wiederum eine Summe von Fr. 1,206,500.— ergibt, zugunsten der verschiedenen Industrien und Gewerbe. Diese Gesamtsumme von zusammen Fr. 3,539,000 ergibt sich aus dem statistisch nachgewiesenen Besuch an ausländi-

schen Automobilen für die zwei Monate Juli und August. Nach amtlicher Zollstatistik (Hotel-Revue, No. 9, 27. II. 15) betrug die Zahl der in die Schweiz eingetretenen fremden Automobile im Jahre 1913 total 10,542, was bei obiger Annahme einer approximativen Roheinnahme von annähernd 10 Millionen entspricht. Gewiss ein beachtenswerter Faktor im volkswirtschaftlichen Leben der kleinen Schweiz.

Welches sind nun die Faktoren, die bei uns speziell das Misstrauen und den Widerstand gegen eine freie Entwicklung des Automobilverkehrs hervorgerufen haben?

Wohl der einzige stichtätige Grund scheint in der Beschaffenheit unseres Strassennetzes zu liegen, welches im allgemeinen als für den intensiven Automobilverkehr ungeeignet erklärt wird und in Wirklichkeit auch einen Vergleich mit den Verkehrswegen unserer Nachbarn, speziell Deutschland, Frankreich und Oesterreich nicht Stand hält, wenngleich andererseits, meiner Erfahrung nach, auch im Tirol einige Strassen und sogar Gebirgsstrassen zweiter Klasse einen lebhaften Automobilverkehr aufweisen, der sich ebensogut auf unsere Strassen im gegenwärtigen Zustande übertragen lassen würde. Ein weiterer Grund der Abneigung liegt in den verschiedenen Begleiterscheinungen des Autos: Staub, Benzingeruch und Lärm durch Signale. Im weiteren sind die Landbevölkerung im allgemeinen, sowie gewisse Berufskategorien, wie Kutscher, Fuhrleute, Pferdehalter, die ihre Interessen bedroht sehen, ausgesprochene Gegner des Automobils.

Vorkehrungen und gesetzliche Bestimmungen zur wirksamen Besserung dieser Verhältnisse, zur Erleichterung des Automobilverkehrs, sowie Inanspruchnahme der eventuell zu Schäden kommenden Interessen, sind Sache der eidgenössischen und kantonalen Behörden und kann hier natürlich nur auf diesbezügliche Verordnungen und Zustände unserer Nachbarländer hingewiesen und diesbetreffende Anregungen gemacht werden.

Diese Verkehrsfrage ist von so grosser Tragweite und Bedeutung, dass sie wohl eingehender Beachtung wert ist. Verbesserung und Anpassung des Strassennetzes, Breiterlegung, wo notwendig, und vor allem besserer Unterhalt und Instandhaltung derselben, vereint mit Bekämpfung der lästigen Staubplage, das sei die Lösung. Es fehlt beim heutigen hohen Stand der Ingenieurkunst auch nicht am Können, sondern am Willen, und in erster Linie allerdings an den notwendigen Mitteln. Der Schwerpunkt der ganzen Lösung ist natürlich die Kostenfrage und können die erforderlichen grossen finanziellen Opfer billiger Weise nicht nur einzig dem gewöhnlichen Steuerzahler aufgehalst werden, sondern es sollen auch diejenigen dazu beigezogen werden, die diese grossen Kosten verursachen, die Automobilfahrer. Dass auch anderorts die Automobilkreise angehalten werden, an die Kosten der Strassenerstellung und des Unterhaltes beizutragen, dafür mag folgendes Beispiel dienen.

Auf der neuen, 140 km langen Dolomitenstrasse, die von Bozen über Karrersee, Canazei, Pordoi-joch, Cortina nach Toblach führt, wird von verschiedenen Gemeinden ein regelmässiger Strassenzoll erhoben, der für die ganze Strecke pro Auto ca. 32 Kr. ausmacht. Wenn nun auch der Wezoll in dieser Form an den rückgebrachten Schlagbaum erinnert und eine ältere Einrichtung ist, so beweist doch die Tatsache, dass dieser hohe Betrag allgemein ohne Umstände bezahlt wird, dass der Automobilfahrer bereit ist, Opfer zu bringen, wenn ihm dadurch Garantie geboten wird für tadellos unterhaltene Strassen, die für die Erhaltung der teuren Pneumatik ebenfalls von grossem Einfluss sind.

Wie wäre es nun, wenn ein Strassenbeitrag erhoben würde in folgender Weise: Bei Eintritt der ausländischen Autos an der Grenze würden beispielsweise Fr. 10.— erhoben für die Dauer des ersten Monats. Für jeden weiteren Monat des Aufenthaltes in der Schweiz ein weiterer Strassenbeitrag von Fr. 4.—.

Bei der eingeführten Zahl der 10,542 Automobile pro 1913 würde sich ein Beitrag von Fr. 105,420 ergeben. Nehmen wir an, dass von den rund 10,550 ausländischen Autos nur zirka 25 Prozent einen zweiten Monat in der Schweiz verweilen, so ergibt sich hierfür ein weiterer Strassenbeitrag von 2640 × 4 = zirka Fr. 10,560.—. Nehmen wir nun auch für die in der Schweiz stationierten Automobile einen Ansatz von Fr. 3.— pro Monat an, so würden sich für je 1000 Autos pro Jahr Fr. 30,000 ergeben. Wie gross die Zahl der Kraftwagen in der Schweiz ist, entzieht sich meiner Kenntnis. Angenommen es seien deren 6000, so würde obiger Modus einen Strassenbeitrag von ca. Fr. 180,000.— ergeben. Zusammen mit dem Beitrag der ausländischen Autos also zirka Fr. 300,000.— pro Jahr, womit sich gewiss schon etwas machen liesse.

Ob eine Benzinsteuer für das dem Automobil dienende Benzin an Plätze wäre, weiss ich nicht zu beurteilen, dagegen sei erwähnt, dass dasselbe in Oesterreich staatlich besteuert ist, was, wenn ich nicht irre, auch in Italien der Fall ist. Auch aus einem eventl. Steuerertrag auf Benzin wäre eine teilweise Subventionierung der Bestrebungen gegen die Staubplage wohl angewendet.

Der Steuerbetrag an den Staat in Oesterreich-Ungarn beträgt zirka 14 Heller pro Kilo Benzin, was natürlich den Benzinpreis stark beeinflusst, und beträgt beispielsweise der Preis, den ich bei fassweisem Bezug in Bozen an der Bahnlinie auslegen muss (als Wieder-

verkäufer an meine Automobilgäste) Kr. 68.— bis 76.— pro 100 Kilo, entsprechend zirka 48 bis 52 Heller pro Liter.

Dass auch diese staatliche Verteuerung des Automobilbetriebes ohne Einfluss blieb auf dessen gewaltige Entwicklung, mag erneut ein Beweis sein für die Beliebtheit dieses neuen Verkehrsmittels.

Die Eliminierung der Nachteile durch die Staubplage muss natürlich Hand in Hand gehen mit der Verbesserung der Strassen im allgemeinen. Benzingeruch, Lärm durch schrille und unangenehme Signale, sowie rasches Fahren durch Ortschaften speziell, können natürlich einem Kurort, dessen Gäste Erholung in guter Luft und idyllischer Ruhe aufsuchen, Schaden zufügen, aber auch hier kann durch Fahrverordnungen Remedur geschaffen werden, und es wird auch hier mit Zuhilfenahme des schweizer. Automobilklubs ein beiden Teilen Rechnung tragender Mittelweg gefunden werden, der schikanöser und kleinlicher Behandlung gegenüber den Automobilisten vorbeugt, gleichzeitig aber die Bevölkerung vor Uebergriffen und vor rasendem Fahren schützt.

Auch betreffend letzteren Nachteil hat das Tirol, das früher in bezug auf Fahrgeschwindigkeit dem Automobil fast unbeschränkte Freiheit liess, die Notwendigkeit einer gesetzlichen Regulierung eingesehen und hat nun das Fahrtempo auf ein vernünftiges Mass reguliert, das je nach Umständen festgelegt und gut sichtbar affiziert ist. Fahrverordnungen wie allgemeine Vorschriften u. diesbezügliche gesetzliche Taxierungen sollten jedem Automobilisten bei Eintritt in die Schweiz eingehändig werden.

Ein weiterer Nachteil des Automobilverkehrs, der gerne ins Treffen geführt wird, und der sich allerdings auch im Tirol stark fühlbar gemacht hat, ist, dass durch die leichte Bewegungsfähigkeit des Automobils nur verhältnismässig wenige grössere, zentral gelegene Orte frequentiert werden, während dazwischen liegende kleinere Orte ihre frühere starke Frequenz eingebüsst haben. Dieser Nachteil hat auch im Tirol an verschiedenen Orten Verminderung und Gegenströmungen gegen das Auto hervorgerufen; indessen ist dieser Nachteil klein im Vergleich zu den wirtschaftlichen Vorzügen, und er tritt wohl nur in viel kleinerem Masse auf, als dies bei der Erstellung von Bahnhöfen jeweils der Fall ist. Ferner mag dazu bemerkt werden, dass bei uns die Verhältnisse diesbezüglich noch günstiger liegen als im Nachbarlande, da zufolge der günstigen Eisenbahnlinien die dort so allgemein in Betrieb stehenden Post- und Gesellschaftsautos bei uns kaum in Betracht kommen werden.

Nun zum Schlusse möchte ich nicht verfehlen, noch auf den Artikel in Nr. 26 der «Schweizer Hotel-Revue» vom 27. Juni v. J.: «Wehret den Anfängen» hinzuweisen. Die Uebelstände, die dort mit Recht gerügt sind, treten auch im Tirol mit grosser Hartnäckigkeit auf. Grosse und kleine Automobilverbände, lokale Klubs, Garagen, Benzin- und Pneumatikfirmen beglücken den Hotelbesitzer in periodischer Regelmässigkeit mit Ausnahmeofferten und Gratisempfehlungen aller Art in Führern und Zeitschriften. Klubschilder und Plakate werden als unfehlbare Zugmittel zum Selbstkostenpreis oder gegen Leistung eines Jahresbeitrages angeboten, wobei Beträge von Kr. 3.— bis 25.— und mehr erhoben werden. Schwer ist es, aus diesem Chaos von Offerten auch nur einigermaßen etwas Nützliches, dem Zwecke als praktische Reklame Dienendes herauszufinden, und grosse Summen gehen so dem Hoteller zwecklos verloren. In Sachen Klubschilder, Plakate etc. wäre wohl das beste Radikalmittel, wenn die Mitglieder des Schweizer Hotelier-Vereins solidarisch sich einigten, solche nur vollständig kostenlos und gutfindend zu plazieren.

Eine Frage von noch grösserer Wichtigkeit ist die ebenfalls in erwähntem Artikel behandelte Unsicherheit der Freihaltung der Chauffeure. In dieser Frage sollte in erster Linie durch festen Tarif, der Klasse der Hotels entsprechend, sowohl für Chauffeure wie Garage, von vorneherein jedem Missbrauch vorgebeugt werden.

Die Zumutungen, die in dieser Hinsicht an den Hotelbesitzer gestellt werden, sind oft unglaublich. Einer verlangt freie Garage, ein zweiter ist willens, die Garage zu bezahlen, dagegen ist für ihn als Chauffeur freie Wohnung und Beköstigung selbstverständlich. Ein dritter will überhaupt alles umsonst haben und als Grund hierfür heisst es stets, sonst ziehe ich mit der Familie in ein anderes Hotel.

Häufig auch kommen Zumutungen anderer Form: Garage und Essen bezahle ich aus eigener Tasche, dagegen wollen Sie Zimmer und Getränke der Rechnung meiner Herrschaft bei deren Preisen zuschlagen! so sagt ein Chauffeur. Ein ganz Schläuer lässt seine Rechnung für Garage und Unterhalt der Herrschaft aufschreiben und verlangt vom Hoteller eine Provision in barer Münze. Ein anderer wünscht Benzin ebenfalls mit 10% Provision in seine Tasche, und so sind der Zumutungen viele, die sowohl Mietauffeure, wie auch Privatchauffeure, die von ihrer Herrschaft ein Tagesfixum für Unterhalt beziehen, und die sich einen Extra-Tagelohn auf Kosten der Hotelbesitzer zu erschaffen suchen, an deren Geld und Gutmütigkeit stellen. Hier heisst es, von Anfang an Einhalt tun und durch Einigkeit und Zusammenhalten von Vereins wegen mit festen Normen für Chauffeure und Garage, solchem Missbrauch vorzubeugen.

Die Zeiten sind ernst, und die durch den unseligen Weltkrieg geschlagenen Wunden in Handel, Industrie und ganz speziell in unserer Hotelindustrie, erheischen doppelte Anstrengung und Anspannung aller Kräfte seitens Behörden und Privaten, um so rasch wie möglich wieder volle Betriebsfähigkeit herbeizuführen, zum Wohle und zum Gedeihen unserer kleinen Schweiz.

Vom hellenischen Gastfreund zum modernen Luxushotel.

In den «Basler Nachrichten» plaudert ein Mitarbeiter recht stimmigvoll:

Es ist heut ein prächtiges Reisen in unserer Zeit des alle Möglichkeit übertrumpfenden Komforts. Pfeilschnell trägt das schraubende Dampfross den Reisenden in wenigen Stunden Wege, die ehemals Tagereisen waren. Nicht selten lauerten damals am Wegrande Gefahren mancher Art. Machte der Wanderer dann am Abend Rast im Wirtshaus, so wusste er nicht, ob er sein Haupt auch wirklich in Ruhe und Sicherheit hinlegen und die müden Augen schliessen durfte. Das Gasthauswesen hat eine erstaunlich vielseitige Entwicklung im Laufe der Zeit durchgemacht, eine Entwicklung, als deren Anfangsstadium die alte Gastfreundschaft anzusehen ist, und die heute in dem modernen Luxushotel vorläufig ihren Abschluss gefunden hat.

In den «Kranichen des Ibykus» tut Schiller des hellenischen Gastfreundes Erwähnung. Der «Gastfreund in Korinth» erkennt die Züge des ihm teuren Gemordeten. Aber im alten Griechenland gab es auch bereits Gasthöfe, die den unsrigen sehr ähnlich waren. Die Herbergsväter, ausnahmslos entlassene Sklaven, erhielten von ihrem Herrn die Erlaubnis, Fremde zu bewirten. Dafür mussten sie einen Pachtzins an den Patron zahlen, und als Zeichen der Oberherrschaft des Herrn grüsste vom Portikus des Hauses stets das Wappen des Gebieters. Es gab selbst üppig und verschwenderisch eingerichtete Gasthäuser an viel besuchten Handelsplätzen und Badoorten, in denen die Reichsten der Reichen sich einem Schwegelreiben hingaben, und unsere modernen Luxushotel können in diesen Prachtpalästen ihre Ahnen erblicken. Im römischen Weltreiche war in allgemeinen das Herbergswesen musterhaft eingerichtet. Auf den Heerstrassen und in den Städten gab es überall trefflich geleitete Gasthäuser, deren Wirte eine behördliche Konzession besaßen. Diese Wirtshäuser waren für die römischen Patrizier, deren Eigentum sie waren, einen grossen Zins ab, und die millionenreiche Familie der Horatier besass beispielsweise Hunderte von Herbergen. Die Römer waren es auch, die diesseits der Alpen die nützliche Einrichtung der Gasthöfe bekannt gemacht haben. Als sie über den Rhein und die Donau kamen und ihre befestigten Lager aufschlugen, da entstanden auf deutschem Boden die ersten Herbergen. Ein Germane hätte es nie und nimmer mit seiner Würde vereinbaren können, solch ein Logierhaus zu leiten. Für ihn war es eine Schmach, sich die Gastfreundschaft, die Tacitus als eine der Haupttugenden des germanischen Volkes rühmt, bezahlen zu lassen. So waren denn Jahrhunderte hindurch die Wirte Lateiner. Selbst als aus den römischen Militärslagern deutsche Städte wurden, da blieben die Herbergsväter und Gastwirte zum grössten Teile Fremde.

Lange hat es gedauert, bis die Gasthöfe bei deutschen Völkern heimisch wurden. Sie konnten sich nur mühsam einleben in einem Lande, in dem die Gastfreundschaft länger Brauch war, als bei den meisten andern Völkern. Im Mittelalter gewährten die Mönche den Reisenden in ihren Hospizen Kost und Pflege. Die Kaufleute, die zu Märkte fuhren, wohnten auf der Fahrt bei befreundeten Handelsgenossen, und die Ritter rasteten auf den Schlössern, die am Wege lagen. So war es beinahe bis ins 14. Jahrhundert hinein und noch im Jahre 1520 klagt Erasmus von Rotterdam in seinem klassischen Reisebrief heftig über den Mangel an Herbergen in Deutschland. Zu seiner Zeit waren sie eigentlich nur in den Reichsstädten zu finden und an hervorragenden Handelsplätzen. Natürlich gab es auch schon längst Herbergen an den weltberühmten Badoorten und Heilstätten, die das Mekka vieler Leidenden waren. Allmählich ward es dann anders. Die unbeschränkte Gastfreundschaft schwand, und selbst die Klöster gaben bald nur noch den Wanderern geistlichen Standes eine Herberge. Als dann Handel und Wandel zu grosser Blüte kamen, die goldene Zeit der Fuhrleute anhub und hochbeackte Frachtwagen nach den Messplätzen rollten, da sprossen überall im deutschen Reiche die Herbergen wie Pilze aus der Erde. Die «Schänken» und «Krüge», die von dem Geleitsherrn, dem Inhaber des Strassenregals an einen Dorfsinsassen vergeben wurden, wuchsen zu grösseren Gasthäusern aus, die dem Reisenden Speise, Trank und Rast boten. Aber nur ungenügend gewährte man anfangs Unterkunft für die Nacht. Denn Räuber und schlimmes Gesindel trieben in jenen Zeiten arg ihr Unwesen. Der Wirt brauchte nach den üblichen Vorschriften des Geleitsherrn nur dem Herberge zu geben, den er für ehrlich hielt. Es gab keine besonderen Schlafstuben. Die Wanderer hausten gemeinsam in dem veräusserten grossen Schankraum, den Erasmus in dem oben erwähnten Briefe wenig anziehend schildert. Er klagt bitter über den



Action de secours de la Confédération.

Les deux articles les plus importants du projet d'ordonnance concernant les mesures auxiliaires en faveur de l'industrie des hôtels que M^r le Dr Zimmerli, avocat à Lucerne, a élaboré sur l'ordre du Comité de la Société Suisse des Hôteliers ont la teneur suivante dans le texte qui suit le mémoire adressé au Département fédéral de Justice et Police le 22 Mai.

Art. 1^{er}. Le propriétaire d'un hôtel ainsi que le propriétaire d'un autre établissement rattaché exclusivement ou en majeure partie à l'industrie des étrangers et au tourisme, est en droit de demander à l'autorité compétente pour accorder un concordat, le sursis des intérêts hypothécaires et des amortissements des capitaux grevant l'hôtel ou l'établissement ou qui sont garantis par le nantissement de cédulas hypothécaires. Le sursis sera accordé pour les intérêts échus et échéant pendant toute la durée de la guerre et pendant les six mois qui suivront la conclusion de la paix et il étendra ses effets jusqu'à l'expiration d'une année après la conclusion de la paix.

Le sursis sera accordé au débiteur que les événements de la guerre mettent sans sa faute momentanément hors d'état de désintéresser intégralement ses créanciers, pourvu qu'il n'en résulte aucun désavantage hors de proportion pour ses créanciers.

Art. 2^e. Lorsqu'il s'agit d'obligations nominatives ou au porteur garanties par un gage immobilier au sens de l'article 875 du Code civil suisse, le sursis des intérêts à payer à l'établissement chargé de l'émission des obligations s'étendra aussi aux intérêts que les obligataires pourront exiger.

De même le sursis des amortissements de capitaux vis-à-vis de l'établissement d'émission étendra ses effets aux amortissements de capitaux correspondants dus aux obligataires.

Entre les dispositions fondamentales de ces deux articles et le texte du Département de Justice publié dans les journaux il y a une différence matérielle sur trois points.

Notre projet ne veut pas faire défendre la légitimation du propriétaire pour demander le sursis de la preuve que l'hôtel est un hôtel d'étrangers en majeure partie; il prévoit le sursis non seulement pour les intérêts hypothécaires proprement dits et pour les amortissements des capitaux garantis par hypothèques, mais aussi pour les intérêts et les amortissements de prêts garantis par le nantissement de cédulas hypothécaires; il prévoit enfin comme autorité compétente pour prononcer sur la demande du sursis l'autorité concordataire, tandis que le projet du Département de Justice veut instituer un tribunal arbitral spécial composé de cinq membres.

Sur ces trois différences de principe la seconde est de beaucoup la plus importante. Il y a de nombreux cas dans lesquels le propriétaire d'un hôtel dépose les titres hypothécaires dans une banque en garantie de simples prêts. Si les intérêts et les amortissements de ces prêts ne sont pas compris dans le sursis, la mesure de protection est illusoire en grande partie. Nous devons désirer et espérer fermement que finalement l'autorité compétente adoptera notre solution à ce point de vue.

(Traduction.)

Nouveau mémoire

de la

Société Suisse des Hôteliers

au

Département fédéral de Justice et Police.

Lucerne, le 22 Mai 1915.

Au

Département fédéral de Justice et Police

Berne

Très honoré M^r le Conseiller fédéral.

Par votre réponse du 29 Avril vous nous avez fait savoir que, tout en vous rendant parfaitement compte de toute l'étendue de la crise qui existe dans l'industrie suisse des hôtels, vous ne vous trouviez cependant pas, bien à regret, dans la situation de donner suite aux demandes que la Société Suisse des Hôteliers avait développées dans ses mémoires du 31 Janvier et du 4 Février 1915, tendant à améliorer cette situation critique. Vous avez ajouté cependant qu'il ne s'agissait pas d'un rejet pur et simple de nos propositions, qu'au contraire vous étiez disposé à vous occuper de

l'affaire d'une manière continue et à rechercher une solution acceptable pour tout le monde. Vous nous avez invité en outre à examiner la question à nouveau et à vous faire un rapport sur les moyens et la voie que nous estimions propres pour résoudre le conflit. Le présent mémoire est destiné à vous faire connaître nos idées à ce sujet. Nous tenons avant tout à vous remercier d'avoir bien voulu demander notre opinion. En première ligne nous voulons, vous faire part, de notre manière de voir en ce qui concerne l'idée que le Département des Finances, d'accord avec le directeur de la Banque Nationale, vous a suggérée. Cette proposition tend à la création d'organisations spéciales avec l'aide des cantons et des banques cantonales, telles que l'organisation de crédit qui fonctionne avec succès aux Grisons.

Le Comité de notre Société et les sections locales des centres importants de l'industrie des étrangers ont examiné d'une manière approfondie si l'action auxiliaire peut être menée sur cette base. A cet effet, ils se sont mis en rapport avec les autorités compétentes et les institutions financières. Malheureusement ils ont dû se convaincre qu'en général, les circonstances concrètes et les considérations pratiques ne permettraient pas à l'action d'aboutir à un bon résultat sur cette voie.

Dans le canton des Grisons l'organisation d'une banque sur la base coopérative a pu rendre des services très appréciables parce que les propriétés hôtelières y étaient hypothéquées dans une faible mesure avant la guerre. Tant la banque cantonale que les banques privées s'arrêtaient lorsque l'hypothèque avait atteint le 50% de l'évaluation officielle. Dans d'autres parties de la Suisse, spécialement dans la Suisse centrale et dans l'Oberland bernois, les centres des industries des étrangers, et dans la vallée du Rhône, les banques accordaient des crédits hypothécaires jusqu'à concurrence de 70, 80, même de 90% de l'évaluation officielle. La banque coopérative créée aux Grisons pendant la durée de la guerre a élevé la limite supérieure de l'hypothèque de 50% à 70%. Cette élévation lui permet de faire face aux besoins de crédit extraordinaires de notre industrie dans une mesure très étendue sans quitter la base d'une administration des affaires solide et sans mettre en péril les intérêts des créanciers. Les conditions statutaires sous lesquelles l'organisation coopérative accorde des crédits sont celles de la Banque cantonale des Grisons sauf la limite hypothécaire plus élevée. Il n'y a ainsi aucun risque sérieux. Aussi on comprend que le Canton et la Banque cantonale puissent coopérer en premier lieu à l'action auxiliaire et que les capitaux nécessaires ont été réunis presque sans difficulté.

Dans les autres parties du pays, où l'industrie des étrangers est dominante, il n'en est pas de même. Le crédit hypothécaire y avait atteint en général la limite maximale déjà avant la guerre. Souvent cette limite était même surpassée. Une organisation de crédit travaillerait ici sans aucune base sérieuse. Elle se verrait obligée à réaliser des opérations dans lesquelles un risque extraordinaire serait inévitable. Il est clair que dans ces circonstances l'organisation financière d'une banque destinée à venir en aide aux hôteliers nécessiteux d'argent, rencontrerait des difficultés insurmontables.

Lorsqu'on examine le résultat obtenu par l'organisation de crédit au canton des Grisons, il ne faut pas perdre de vue que la moitié environ des crédits demandés a été refusée faute d'une garantie sûre. Nous nous permettons de vous renvoyer au message du Petit Conseil au Grand Conseil du 21 Novembre 1914. Ce message annonçait que la somme des crédits demandés ascendait à environ huit millions de francs. Il y a quelques jours le Gouvernement cantonal faisait savoir au sein du Grand Conseil que les crédits accordés se montaient à 4½ millions de francs. (Message du Petit Conseil 1914, p. 199, et «Bund», no. 231, du 20 Mai 1915, p. 4). Ces données permettent de conclure que bien des établissements dignes de protection n'ont pu se procurer l'aide de la banque coopérative et que même au canton des Grisons il y a un besoin de mesures protectrices plus étendues.

Le ressort de votre réponse à nos mémoires que nos demandes tendant à la création de l'hypothèque mobilière sans tradition et à l'interprétation de l'article 805 du Code civil suisse n'ont aucune chance d'être réalisées. La seule mesure de protection dont il peut être question dans les circonstances actuelles est le sursis des intérêts hypothécaires et des amortissements des capitaux. Sans aucun doute des mesures larges dans ce sens seraient aptes à soulager grandement la misère régnant dans grande partie de notre industrie et satis-

feraient aux désirs les plus ardents des cercles intéressés. Nous sommes certains qu'aucune difficulté juridique de poids s'oppose à la réalisation de ces mesures de sursis en matière hypothécaire et que tant des considérations de nature économique générale que des considérations sur les nécessités d'existence spéciales de l'industrie hôtelière parlent en faveur de l'adoption de telles mesures.

L'industrie hôtelière est notamment la partie de l'économie suisse qui souffre le plus des suites de la guerre. Il est vrai que d'autres industries passent aussi par une crise par suite de ces événements. Mais c'est seulement dans l'industrie hôtelière qui dépend entièrement du transit et du séjour des étrangers, qu'on a vu se produire un arrêt complet et ininterrompu dans l'exploitation. Par suite des mauvaises saisons de 1912 et 1913 et surtout par suite de la perte subie en 1914 du fait de la déclaration de la guerre, l'industrie des hôtels traverse une période critique d'une gravité qu'il n'a pas été possible de prévoir. La crise a encore été aggravée par plusieurs circonstances dues au développement que notre industrie a prises ces dernières années.

L'influence stimulante due à la période de développement rapide de notre industrie au cours des quinze dernières années d'une part, et d'autre part la pression de la concurrence étrangère ont eu pour conséquence d'obliger les propriétaires d'hôtel à employer le plus clair du gain à des réparations et des constructions nouvelles. Grâce à ces réparations, l'industrie suisse des hôtels a gardé son rang parmi la concurrence internationale et s'est procuré un renom universel. Ces travaux d'édification et d'installation n'ont pas permis aux hôteliers de créer des réserves et les ont obligés à avoir recours dans une mesure très large au crédit et à l'argent des capitalistes. De nombreux établissements sont en train de sombrer par suite de l'arrêt complet dans notre industrie. Sans aide extraordinaire ils ne pourront se maintenir, et de nombreuses et grandes valeurs économiques qui auraient pu être sauvées seront perdues. La «commotion économique» se fera sentir d'une manière très profonde et pleine de conséquences malheureuses dans les centres de l'industrie des étrangers où toute la vie économique dépend directement ou indirectement de l'industrie des hôtels. Dans ces centres la commotion menace de se transformer en une catastrophe économique générale.

C'est un fait connu qu'en matière hypothécaire l'industrie des hôtels se trouve dans une situation singulière et différente de celle de toutes les autres industries. Ce fait justifie des mesures pour alléger les charges hypothécaires.

La cause de la crise actuelle de l'industrie des hôtels doit être recherchée en grande partie dans le fait qu'elle doit compter sur le crédit hypothécaire dans une mesure beaucoup plus large que toutes les autres industries. Les fabricants et les autres industriels fixent une partie relativement peu importante de leur actif dans les propriétés immobilières. Pour eux le sol, les édifices avec les accessoires ne représentent que le cadre extérieur de leur activité productive. Dans l'industrie hôtelière, au contraire, tout le capital productif est contenu dans le sol, les édifices et les accessoires. En conséquence le crédit doit reposer dans une mesure extraordinairement étendue sur cet actif, et il s'en suit normalement une charge hypothécaire très grande.

En ce qui concerne nos propositions quant aux mesures à adopter aujourd'hui, nous avons l'honneur de vous renvoyer au projet d'ordonnance que nous vous soumettons avec ce mémoire, suivant l'invitation de M^r le Dr Kaiser, chef de la division pour la législation et la justice. Pour motiver ce projet, que nous considérons comme une formulation de nos désirs sans aucun engagement pour vous, nous nous permettons de faire les remarques suivantes:

Afin qu'une mesure de sursis puisse exercer son influence; elle doit comprendre à notre avis tous les intérêts échus ou échéant durant l'époque de la guerre et les six mois qui suivront la conclusion de la paix, ainsi que l'amortissement des capitaux garantis par une hypothèque de la propriété servant à l'exploitation ou garantis par le nantissement des titres fonciers au nom du propriétaire. Il faut prendre en considération spécialement les emprunts garantis par un gage immobilier au profit d'un établissement d'émission au sens de l'art. 875, al. 2, du Code civil suisse, parce que le sursis doit atteindre aussi les paiements d'intérêts et d'amortissements en faveur des obligataires. C'est dans ce cas principalement que l'institution d'un sursis obligatoire s'impose, parce que notre législation n'a pas prévu une organisation des créanciers obligataires et qu'une minorité de ces créanciers peut, sans que la majorité soit en état de s'opposer vic-

torieusement, faire valoir ses droits par la voie de la poursuite et amener une vente ruineuse de l'objet hypothéqué ou obliger les coobligataires à se joindre à elle pour être satisfaits.

Il est clair que l'institution d'un sursis de courte durée, des intérêts et des amortissements, et l'obligation de payer à la fois toutes les sommes en retard aussitôt le terme du sursis arrivé, ne servirait pas à améliorer la situation. En grande partie les hôtels ne sont exploités que, pendant une saison. Le revenu d'une saison doit servir à payer les frais d'exploitation et les intérêts hypothécaires pour toute l'année. Lorsque le transit et le séjour des étrangers fait défaut en grande partie pendant une saison, comme c'était le cas en 1914, il n'est pas même possible de couvrir les frais d'exploitation. Le propriétaire d'un hôtel pourra de nouveau faire face à ses obligations lorsqu'il aura eu une saison normale. Même alors ses moyens ne lui permettront pas de payer toutes les sommes en retard. Dans le cas concret qui nous occupe cela sera d'autant moins le cas qu'il n'est guère possible d'espérer une grande recrudescence du séjour des étrangers, avant tout des voyageurs de luxe et de plaisir, aussitôt la paix conclue. Nous vous proposons donc d'étendre le sursis jusqu'au terme d'une année après la conclusion de la paix et de permettre l'amortissement des intérêts et des capitaux atteints par le sursis au moyen de paiements annuels comprenant chacun la moitié d'un intérêt annuel ou d'un amortissement annuel.

Nous voudrions que ce fût l'autorité compétente pour accorder un concordat qui eût à intervenir en matière de sursis. D'une part elle est qualifiée pour cela vu son rôle ordinaire en matière de concordat, d'autre part le Conseil fédéral, partant des mêmes considérations, lui a déjà octroyé la même compétence, en matière de sursis général suivant l'art. 12 de l'ordonnance du 28 Septembre 1914.

Tout propriétaire d'un hôtel et tout propriétaire d'un établissement industriel quelconque, prouvant qu'il vit exclusivement ou principalement de l'industrie des étrangers et du tourisme, devront être légitimés pour demander un sursis.

Si le sursis doit avoir des bases juridiques et économiques solides, la concession d'un sursis ne doit signifier en aucun cas une faveur exclusive du débiteur. Nous espérons avoir réussi à éliminer du projet que nous vous soumettons toute trace de partialité en établissant une série de précautions destinées à rendre le sursis plus difficile à obtenir et en sauvegardant les intérêts des créanciers par des dispositions spéciales. Le débiteur seul qui, sans sa faute, se trouve par suite des événements de guerre dans des difficultés de paiement, doit profiter du bénéfice du sursis. A ces conditions nous joignons encore celle que le créancier ne souffre aucun désavantage hors de proportion par suite de la concession du sursis. Il serait contraire aux intérêts bien entendus de l'industrie hôtelière et c'est tout à fait hors de notre pensée que de vouloir assainir par la voie du sursis extraordinaire des établissements dont la ruine était inévitable même sans l'intervention de la guerre et de ses conséquences. Les établissements sans base solide et sans rendement correspondant déjà avant la guerre, dont le développement laissait à désirer même en temps normal, ne doivent pas profiter des mesures extraordinaires que l'Etat a prises. Pour sauvegarder les intérêts des créanciers nous avons prévu un intérêt de 5% pour les intérêts hypothécaires en retard et leur incorporation dans l'hypothèque jusqu'après le terme d'une année une fois le sursis passé.

Lorsqu'on considère les différents intérêts touchés par le sursis extraordinaire il faut avoir en vue avant tout le but général de cette mesure. C'est en premier lieu un remède effectif, et souvent l'unique remède, pour arracher à la faillite des établissements sains et aptes à prospérer dans un moment où la vente aux enchères publiques signifierait sûrement une perte hors de proportion de valeurs économiques. Les créanciers hypothécaires dont les créances n'occupent pas le premier rang ont un grand intérêt à éviter une vente aux enchères où ils risqueraient de perdre tout le capital que les intérêts. Nous avons déjà fait voir plus haut que l'intervention de l'Etat par un sursis extraordinaire s'impose avec une nécessité absolue dans les contrées où toute la vie économique dépend du tourisme et se trouve en rapport direct ou indirect avec l'industrie des hôtels. Ces mesures permettront d'éviter une catastrophe économique générale.

En résumé nous croyons pouvoir dire que la mesure de sursis extraordinaires que nous proposons répond aux conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouve l'industrie des hôtels dont la situation grave ou facile

louché le bonheur de centaines de milliers de compatriotes: nous soutenons qu'elle répond aux intérêts des créanciers et des débiteurs et que leur adoption est ordonnée par des considérations d'économie politique et des raisons politiques.

Tout en pensant que ces mesures sont propres à soulager dans une très large mesure la crise que notre industrie traverse par suite de la guerre, nous ne nous cachons point qu'un assainissement radical et durable des conditions vitales de cette branche importante de l'économie nationale suisse ne peut être obtenu aussi longtemps que les hôtels ne sont pas soumis à la disposition de l'art. 31 litt. c de la Constitution fédérale concernant la limitation de la liberté d'industrie en matière d'auberges.

Dans nos rangs on a pris connaissance avec une grande satisfaction du fait que les autorités compétentes se portent avec la pensée d'introduire par voie législative extraordinaire la clause de la limitation des hôtels pour un nombre d'années assez étendu. Nous souhaitons que cette idée soit réalisée dans un prochain avenir en même temps que l'action auxiliaire que nous recommandons. Cette mesure est appropriée mieux qu'aucune autre à conduire l'industrie hôtelière sur une voie où sa situation peut se développer tranquillement et se consolider sans avoir à craindre les suites fâcheuses de la surproduction; elle conduira enfin à éloigner les dernières oppositions que les créanciers pourraient faire valoir contre le sursis demandé grâce à la sûreté plus grande qu'elle procurerait aux capitaux investis dans les hôtels.

Nous recommandons à votre étude bienveillante, Monsieur le Conseiller fédéral, les observations précédentes et les désirs développés et nous saisissons volontiers cette occasion pour vous donner l'assurance de notre haute considération.

Au nom de la Société Suisse des Hôtelières:
Le président: O. Hauser.

Projet.

Ordonnance

concernant

les mesures auxiliaires à adopter pour venir en aide à l'industrie hôtelière se trouvant dans une situation critique par suite des événements de la guerre.

(Du Mai 1915.)

Le Conseil fédéral suisse,

en vertu de l'art. 3 de l'arrêté fédéral du 3 Août 1914 sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de sa neutralité, arrête:

1° Le propriétaire d'un hôtel ainsi que le propriétaire d'un établissement industriel vivant uniquement ou notablement de l'industrie des étrangers ou du tourisme, peuvent demander aux autorités compétentes pour accorder des concordats le sursis de tous les intérêts et amortissements hypothécaires échus ou échéant pendant la durée de la guerre et dans les six mois qui suivront la conclusion de la paix jusqu'après le terme d'un an après la conclusion de la paix. L'hypothèque dont les intérêts et amortissements sont atteints par le sursis doit s'étendre sur la propriété foncière sur laquelle se trouve l'hôtel ou l'établissement industriel. Un sursis peut être accordé aussi pour les intérêts et amortissements de capitaux garantis par le nantissement de lettres de rentes sur le nom du propriétaire.

Le sursis sera accordé lorsque le propriétaire se trouvera sans sa faute et par suite des événements de guerre hors d'état de payer momentanément ses créanciers et lorsque le consentement au sursis ne leur occasionnera aucun préjudice hors de proportion.

2° Lorsque l'hypothèque garantit un emprunt au sens de l'article 875, ch. 2, du Code civil suisse, le sursis atteindra, outre l'intérêt hypothécaire au profit de l'établissement chargé de l'émission, l'intérêt des obligataires.

D'autre part, le sursis accordé aux amortissements des capitaux dus à l'établissement chargé de l'émission atteint les amortissements correspondants que les obligataires pourraient exiger.

3° L'autorité compétente, pour accorder les concordats, donne l'occasion aux créanciers de faire entendre leur opinion concernant la requête du débiteur. Elle doit rechercher et examiner tous les faits importants pour permettre une décision en connaissance de cause et s'adjoindre en cas de besoin des experts. Elle prend sa décision librement en se basant sur le résultat de ses investigations.

4° Dans les cantons qui ont institué deux autorités en matière de concordat, la décision peut être portée par voie de recours devant l'instance supérieure par le débiteur et chaque créancier dans les dix jours des sa communication. Le recours exerce un effet suspensif.

5° Les intérêts hypothécaires jouissant du sursis portent intérêt au 5%, les intérêts des capitaux portent l'intérêt convenu. Les sommes dont le paiement se trouve arrêté par le sursis doivent être payés aux termes ordinaires après l'expiration du sursis par des paiements comprenant la moitié de l'intérêt annuel ou la moitié de l'amortissement annuel.

6° Les intérêts hypothécaires jouissant du sursis sont garantis par l'hypothèque jusqu'à l'expiration d'une année dès leur échéance.

7° On considérera comme la conclusion de la paix dans le sens de cette ordonnance la conclusion de la paix entre les puissances de la Triple-Entente et l'Italie d'une part et les puissances centrales d'autre part.

Quelques réflexions sur l'avilissement des prix.

A côté de beaucoup d'espèces de dangers qui, à l'heure présente, assaillent l'hôtelier, une nouvelle et sérieuse menace se dessine à l'horizon de l'hospitalité hôtelière; c'est le danger de l'avilissement des prix qui élève toujours plus haut son front menaçant. Cela a tout l'air de laisser supposer que le monde du tourisme se soit aujourd'hui conjuré pour faire partout baisser les prix des hôtels; et à notre grand regret, nous devons aussi constater que beaucoup d'hôteliers ne savent pas opposer une résistance assez énergique à cette pression. Cette réalité nous est confirmée de différents côtés, particulièrement par les stations climatiques printanières; les plaintes qui nous sont parvenues s'adressent en particulier à quelques grands hôtels de premier rang, contre lesquels on avance que leur avilissement des prix exerce sur l'ensemble de l'hôtellerie une influence si préjudiciable que les exploitations plus modestes sont forcées pour leur part de se mettre en dessous du tarif minimal, et s'exposent ainsi au danger de se voir en peu de temps acculées à la ruine.

Comment ces abaissements de prix peuvent-ils se produire pour lesquels cependant, vu la hausse actuelle de denrées nécessaires à l'alimentation, aucun motif ne milite? Cette regrettable apparition trouve avant tout son explication dans la dépression de circulation du monde des touristes, de laquelle il résulte pour les hôteliers le souci de ne pouvoir en quelque sorte maintenir leurs entreprises à flot qu'uniquement par l'abaissement des prix; et ensuite aussi par la tendance qui a l'air de prendre toujours plus le dessus parmi le public des touristes, de ne se choisir directement comme pied à terre que les hôtels les meilleurs marché. Ce qui se fait particulièrement dans cette direction, se trouve déjà sous le vent de tous les bruits du canon; et il est très intéressant de se faire un tableau de ce précédent, par les soins qu'apporment quantité de personnes de la haute société, de se faire un malin plaisir de frustrer l'hôtelier de son bénéfice. C'est ainsi qu'une station climatique de la Suisse centrale nous écrit que beaucoup d'hôtels invitent tous les hôtels d'une place d'étrangers à laquelle ils semblent s'intéresser; à leur donner connaissance de leurs prix minima, mais ne font suivre leurs demandes d'aucun engagement fixe. Quelques semaines ou aussi seulement quelques jours après, ayant en mains comme atouts les offres les plus basses de la concurrence, ils arrivent alors dans le séjour qu'ils ont choisi avec enfants et bagages, et font la navette d'un hôtel à l'autre pour écraser les prix, et pour pouvoir se nicher dans de meilleurs hôtels dont les propriétaires, forcés par la nécessité et non par amour-propre personnel, abandonnent alors tous les principes commerciaux pour travailler à des prix dérisoires, avec la seule raison de ne pas se laisser supplanter par un concurrent.

Par de pareils procédés les hôteliers qui tiennent encore à honorer leur métier, ont aussi souvent l'occasion de jeter un regard scrutateur sur l'établissement des prix de leurs collègues, ce dont la quintessence se résume là-dessus en ceci même, que de grandes maisons de premier rang s'abaissent des premières à l'avilissement des prix.

On devrait croire que, dans une aussi sérieuse question, il ne pourrait y avoir présentement qu'une solution: celle d'établir ses prix en rapport direct avec l'élevation des prix actuels des produits destinés à l'alimentation. Toute autre solution est inadmissible pour celui qui a des obligations commerciales. Seulement, il a été sans doute décidé au sein du Conseil de surveillance de notre Société d'accorder aux membres de l'Association, pendant la durée de la guerre, une plus grande liberté, que de longtemps cela n'a été le cas, pour l'établissement de leurs prix. Alors que de différents côtés, il a été relevé que pour cette année, il ne pourra sûrement pas être question d'une saison d'été, et que par conséquent les prix de saison ne pourront pas être appliqués; on voulut aussi autoriser les membres à assurer l'emploi de leurs dispositions minimales pendant les mois d'été.

De cette façon il aurait été tenu compte des intérêts de tous les hôteliers; personne ne put croire lors de la mesure arrêtée, à un acte de favoritisme envers une catégorie spéciale d'hôtels, et avant tout, il ne put venir à l'idée de personne qu'il y aurait des hôteliers qui, pour ainsi dire, feraient de nécessité une vertu, pour descendre aussi bas en dessous des prix minima adoptés jusqu'ici. S'il y a malgré tout une quantité d'hôteliers qui se livrent à un pareil avilissement des prix en portant préjudice à l'industrie toute entière, cela se fait à l'encontre du but et de l'esprit des décisions prises par le Conseil de surveillance, lesquelles en fin de compte voulaient éliminer les prix de saison surélevés, et jamais par contre porter atteinte aux limites minimales établies

Si nous examinons plus attentivement la situation actuelle de l'industrie hôtelière, il nous paraît en particulier d'une profonde erreur d'escompter sur l'abaissement des prix comme moyen d'attraction vue de la formation de la prochaine saison. Il n'y a que les personnes de position indépendante qui pourront s'accorder la jouissance d'une cure de saison, d'un séjour de vacances, et sur celles-ci l'abaissement des prix n'exerce aucune impression stimulante; mais la majorité du gros public des touristes, des fonctionnaires et des personnes de la classe moyenne, restera chez elle, malgré les réductions que l'hôtelier sera tout disposé à faire en leur faveur. Dans une assemblée des intérêts du tourisme étranger, tenue à Lucerne, notre président a estimé la fréquentation pour la prochaine saison estivale du 10 au 15% d'une saison normale, c'est-à-dire pas même le sixième complet. Si les conjectures de Monsieur Hauser restent dans le vrai, et toutes les expériences faites depuis parlent plutôt en faveur de son idée que contre elle, on doit pourtant se poser la question: sera-t-il favorable comme gain vis-à-vis de cette minime fréquentation d'appliquer de même aussi la plus basse réduction de prix? Nous ne le croyons pas; car au lieu de favoriser la fréquentation, les réductions ne conduiraient qu'à augmenter le déficit d'exploitation déjà existant sans cela. Elles ne portent pas préjudice à l'hôtelier seul, mais dans une plus forte mesure à toute la corporation; en ce que chaque réduction de prix dans un hôtel force presque d'une manière automatique la maison concurrente à recourir à l'application d'un procédé semblable.

C'est en cela que git pour l'industrie hôtelière toute entière un danger sérieux qui, justement dans la période de crise actuelle, ne peut être méconnu. Tout en saisissant et comprenant aussi très bien la décision du Conseil de surveillance d'accorder une certaine liberté aux membres concernant la fixation des prix, afin qu'ils puissent se retourner plus facilement dans cette nouvelle situation; il ne s'en suit pas qu'on doive en déduire que nos Autorités de surveillance aient voulu faire appel à une diminution générale du prix des hôtels. Ce serait à coup sûr le moment le plus défavorable qu'on puisse imaginer. La situation actuelle du marché des denrées alimentaires laisserait plutôt prévoir le contraire.

L'élevation considérable des prix des articles de première nécessité motiverait très bien une sensible simplification de l'administration d'hôtel pour ce qui est des exigences des prix appliqués jusqu'ici; mais non pas une diminution des prix avec approchant les mêmes services, comme, malgré la guerre, ils sont exigés par presque tous les hôtels des hôtels. Si, par conséquent, un hôtel descend en dessous du minimum des prix adoptés jusqu'ici, par rapport à la situation actuelle de la marche des affaires, il ne porte pas seulement un sensible dommage à lui-même; mais il s'attaque aussi aux intérêts de ses collègues qui tous auront plus ou moins à souffrir par son avilissement des prix. La situation deviendrait encore plus regrettable, si, comme cela en présente l'apparence, même de grands hôtels de premier rang, s'abaissent de cette manière à ces procédés irrémédiables; car par cette pratique, les établissements plus modestes seraient forcés d'abaisser plus ou moins leurs prix, et s'exposeraient au danger de travailler avec pertes.

Comme il a déjà été dit plus haut, la modification des prix des hôtels ne s'impose aujourd'hui par aucun motif sérieux. Les prix des denrées alimentaires suivent continuellement une marche ascendante, ils sont presque partout à l'étranger plus élevés que chez nous, c'est pourquoi dans ces pays le monde des touristes se remarque à peine des hôteliers. Il n'existe aussi aucun motif pour les hôteliers suisses, alors que les arrivages normaux des marchandises importés sont rendus plus difficiles de tous les quatre pays voisins, d'établir des prix particulièrement réduits pour porter préjudice à leur commerce des années durant. Les étrangers qui arrivent maintenant chez nous pour y chercher, loin du tumulte de la guerre, paisiblement le rétablissement de leur santé, devront apprendre à le reconnaître et à l'accepter. Si cependant parmi eux, il se trouvait des écornifleurs, dans le genre de ceux qui ont été dépeints plus haut, cherchant à faire pression sur les prix des hôtels, on s'en débarrassera le plus sûrement en leur montrant simplement la porte. Cela ne porterait aucunement atteinte à la renommée de l'hôtellerie suisse; mais si la plus petite fraction de nos hôteliers devait tomber dans l'avilissement des prix, cela pourrait lui causer des dommages irréparables. Mais aussi si un seul hôtelier se trouve dans une position si embarrassée, qu'il ne croie pas pouvoir s'en tirer que par l'avilissement des prix, nous aimerions lui crier: «Mieux vaut ne pas ouvrir du tout!»

Pour terminer nous devons encore nous en tenir à la constatation digne d'observation que d'autres milieux qui sont étroitement liés avec l'hôtellerie dans cette question des prix d'hôtels, ont déjà pris depuis longtemps une détermination plus judicieuse que les détenteurs d'hôtels même. On est particulièrement tombé d'accord parmi le personnel des banques dirigeantes que le régime de l'avilissement des prix passé à l'état déplorable et malsaine situation commerciale de bien des hôtels.

Tout dernièrement encore différents rapports annuels de quelques banques visaient cette épine dans la chair de l'hôtellerie; et un directeur de banque demande même d'une

manière courte et concluante, que toutes les demandes d'ouvertures de crédits pour constructions et d'avances d'argent soient refusées aux hôteliers, pour aussi longtemps que ces derniers n'auront pas mis fin une fois pour toutes à cette détestable et avilissante concurrence, par l'établissement d'un tarif d'entente uniforme. On ose bien admettre que cet avertissement sera compris dans les milieux hôteliers, et on peut espérer que ceux que cela concerne voudront bien en tirer les conséquences nécessaires.

Petites Nouvelles

La crise hôtelière en Valais. On écrit: Le canton du Valais, par sa nature accidentée, voit une partie de son sol fermé au développement de l'agriculture; cependant, grâce à l'initiative de ses hôteliers, des régions désertes sont devenues habitables et même ont permis d'y trouver une aisance relative. L'hôtelier valaisain a réalisé le type parfait de colon audacieux et intelligent; par son travail et par toutes les qualités morales qui lui sont indispensables il a su créer des ressources dans des sites aussi ingrats que nous nous figurons les paysages lunaires. Ces ressources profitent en tout premier lieu à l'agriculteur, à l'éleveur, aux employés d'hôtel, aux guides, aux cochers, aux bouchers, aux boulangers, aux chemins de fer, etc., et somme à tout le pays sans oublier l'Etat. L'hôtellerie valaisanne traverse une crise dont le premier lien a été mesurer aujourd'hui. Le succès ne peut venir que par un pays pauvre au sens propre du mot, il n'est cependant pas non plus un pays riche. Les ressources naturelles qu'il a en abondance ne prennent de la valeur que par l'argent qu'on y met pour les faire valoir; or l'argent est ce qui manque le plus chez nous. Nous ne voulons pas étudier ici les causes qui déterminent la rareté du précieux métal. Pour trouver le capital pour commencer une entreprise il faut s'en remettre au prêteur d'argent qui exige des garanties pour les avances qu'il va faire. Ces garanties sont généralement données sur le même terrain qu'elle elle est suffisante, et constituent le gage hypothécaire. Une grande partie des hôtels de montagne (pour ne parler que de ceux-ci) se trouve constituant le gage des capitaux qui ont été avancés pour permettre les installations premières de l'entreprise. Le service des intérêts et de l'amortissement de capital constitue une lourde charge pour les débiteurs. En effet, si l'on considère la brièveté des saisons, qui varie suivant les stations de 3 à 6 semaines, la concurrence toujours plus grande, de même que les exigences de la clientèle, l'incertitude du temps, condition cependant indispensable au succès de la saison, on est en droit de se demander par quel miracle d'économie et de savoir-faire l'hôtelier peut arriver en si peu de temps à couvrir ses frais d'entreprise, et faire à sa famille, à payer ses employés, ses fournisseurs et son banquier. — Il est indiscutable que l'on s'est trop lancé dans les entreprises d'hôtels; les Pouvoirs publics auraient dû, sans doute, lancer un cri d'avertissement et redonner à temps la masse des hypothèses par les mirages de bénéfices aléatoires et tous les inconnus du métier. C'était, pour le capitaliste, une question de mode, comme depuis a surgi la mode des entreprises ferroviaires qui récompense aussi assez mal ses disciples. La débâcle de la saison de 1914 n'a été que le couronnement d'une série de mauvaises saisons qui ont pesé lourdement sur le budget des hôteliers. Depuis une dizaine d'années la constitution de réserve de capital a été presque impossible, au moins pour un grand nombre de ces industriels et les mauvais jours sont là — Un Comité s'est formé au sein de la Société des Hôtelières de la vallée du Rhône, pour présenter aux autorités fédérales et cantonales les mesures à prendre pour remédier à la situation. La saison 1915 est commandée à l'avance. Il est permis de prévoir que les saisons 1916 et 1917 seront analogues aux deux précédentes. Il y a donc urgence à ce que notre gouvernement et nos conseillers nationaux s'emploient de toute leur force à obtenir des Chambres fédérales une loi dont l'effet serait de suspendre le privilège du créancier hypothécaire, pendant la durée de la crise plus une année ou six mois après la guerre. En édictant cette mesure on empêchera des ventes forcées à une époque où il n'y a pas d'argent ni de travail pour ceux qui en seraient les victimes.

Witterung im April 1915.
Bericht d. schweiz. meteorologischen Zentralstation.

	Zahl der Tage				
	Schnee	mit Gewitter	Nebel	helle	mit trübe stark Wind
Basel	3	2	1	0	11
Chaux-de-Fonds 13	2	1	1	1	9
St. Gallen	6	0	4	5	12
Zürich	3	0	0	5	13
Lucerne	2	1	0	6	13
Bern	8	0	3	2	10
Neuchâtel	4	1	0	1	11
Genève	0	2	2	6	10
Lausanne	1	4	0	5	8
Montreux	1	1	0	8	9
Sion	2	0	0	8	6
Chur	2	0	0	7	9
Engelberg	9	1	6	5	15
Davos	10	0	2	4	7
Rigi-Kulm	12	2	10	3	13
Lugano	0	2	0	12	6

Sonnenscheindauer in Stunden: Zürich 151, Basel 167, Chaux-de-Fonds 146, Bern 162, Genéve 203, Montreux 155, Lugano 128, Davos 182.

Ouvrages de cuisine recommandés.

- Grand cahier de menus à l'usage des hôtels Prix fr. 2.50
Carnet de marché (120 pages) pour inscrire les achats faits au marché Prix fr. 1.50
Etude des marchandises
1^e édition, complétée Prix fr. 3.50
Livre des fournisseurs, pour relever les dépenses de cuisine Prix fr. 2.—
Pour les commandes s'adresser à l'auteur, Monsieur Arthur Anderegg, prof. culinaire, Lausanne, 10, Avenue William Fraisse.

Personal-Anzeige der „Schweizer Hotel-Revue“ Administration: St. Jakobstrasse 11, Basel

Moniteur du Personnel de la „Revue Suisse des Hôtels“ Administration: 11, Rue St-Jacques, Bâle

Die Hll. Prinzipale sind gebeten, eingehende Offerten sofort zu erledigen und Rücksendungen zu frankieren. Die Hll. Angestellten sind gebeten, ihre Offerten Rückporto beizulegen und nur unaufgezeigte Photographien zu verwenden. Originalzeugnisse sollten den Offerten nie beigelegt werden. Auskünfte über Chiffre-Insertate können prinzipiell nicht erteilt werden. Offerten an Chiffre-Insertate sind, soweit eine andere Adresse nicht angegeben, mit Aufschreit der betreffenden Nummer der Expedition der „Schweizer Hotel-Revue“ in Basel zur Weiterleitung zuzustellen.

MM. les patrons sont priés de liquider les offres reçues le plus tôt possible et d'affranchir toute correspondance y relative. MM. les employés sont priés de joindre les frais de port à leurs offres et de n'envoyer que des photographies non-montées. Les certificats originaux ne doivent pas être joints aux offres. Par principe, il ne sera jamais tenu compte des demandes d'informations concernant les annonces sous chiffres. A moins qu'une adresse exacte ne soit indiquée dans l'annonce, toutes les offres sous chiffres doivent être adressées avec l'indication du chiffre, à l'Administration de la „Revue Suisse des Hôtels“ à Bâle, qui fera suivre.

Postmarken werden als Zahlung nicht angenommen. Les timbres-poste ne sont pas acceptés en paiement.

Zahlungen in der Schweiz kostenfrei, per Postcheck, per Postbank, per Postkonten V 85. Paiements en Suisse sans frais, par chèques postaux, par banque postale, par compte de chèques postaux V 85.

Zahlungen im Ausland per Mandat. Paiements à l'étranger par mandat.

Offene Stellen * Emplois vacants

Für folgende Stellen sind wir bereit, die besten Kandidaten zu empfehlen. Die Spesen für Beförderung eingehender Offerten sind in den Preisen für Nichtmitglieder begriffen. Belegnummern werden nur an Nichtmitglieder und nur nach der ersten Einsendung verbilligt.

Apprenti-Cuisinier, trouve place dans Hôtel de 1er ordre de la Suisse française. Chiffre 1180

Chef de réception est demandé pour grand hôtel de 1er ordre dans la Suisse française. Doit connaître la branche à fond ainsi que les langues et bien présenter. Adresser premières références, copies des certificats et photo. Chiffre 1189

Chef de réception-Secrétaire, suisse française, est demandé pour la saison d'été au Grand Hôtel à Kroyan sur l'Écluse. Adresser offres avec copies de certificats, photo et indications concernant l'âge, les talles et les préférences à M. E. Müller & Gossard, M. O. B. (Suisse), 1187

Economat-Gouvernante gesucht in Jahresstelle, Hotel 1. Rang der franz. Schweiz, Montagschiff Fr. 40 bis 10. Nur Schweizerinnen welche ähnliche Posten bereits versehen haben, werden berücksichtigt. Ausführliche Offerten mit Photo, sowie Referenzen erbeten. Chiffre 1191

Entrepreneur, très capable, est demandé au plus tôt. Place à l'année. Adresser offres avec copies de certificats à M. E. Müller & Gossard, M. O. B. (Suisse), 1187

Gesucht in Kurbad 1. Rang für bescheidenen Betrieb 1 tüchtige 1. Saaltheater, die die Restauration gut kennt als allein, 1 guter Etageportier als allein. Offerten mit Zeugnisfotos und Photo erbeten. Chiffre 1183

Kochlehrer für Restaurant du Nord, Genf, gesucht. (132)

Koch-Pâtissier. Zu sofortigen Eintritt, ein tüchtiger, solider Koch-Pâtissier. Offerten mit Lohnangebot und Zeugnisfotos erbeten. Chiffre 1188

Kontrollier-Hilfsbuchhalter, flechtiger, energischer, stielwastiger junger Mann, gesucht. Bewerber, die bereits derartige Posten bekleidet haben, sind bevorzugt. Offerten wollen unter Angabe ihrer Gehaltsansprüche, bei vollständiger freier Station, Offerten mit Zeugnisfotos und Bild einreichen an die Direction Hesseher Hof, Frankfurt a. M., 1184

L'aveur de l'été est demandé de suite. Place à l'année. Chiffre 1189

Berkellner, routinierter, jüngerer Mann wird für sofort gesucht. Offerten mit Zeugnisfotos und Photo an Kurhaus Tarasp (Engadin), 1188

On demande un chef de salle, un chef de restaurant, un chef cuisinier. Employer offres et certificats à: Villars Palace, Villars s. Ollon. 1181

On demande: bonnes sommelières de salle, connaissant les 3 langues: hommes et femmes de chambre. Adresser offres avec certificats et photo au Grand Hôtel Mueven, Villars s. Ollon. 1185

Portiers (2) sont demandés au Grand Hôtel des Bains à Morgins. Adresser offres avec copies de certificats et photo à la Direction de l'Hôtel. 1183

Sekretär-Kassierer, militärfrei, erfahrener, gesucht zu baldigem Eintritt. Sprachkenntnisse nicht absolut erforderlich, jedoch Mass hinreichend erwünscht. Selbstgeschriebene Offerten mit Bild und Angabe der Gehaltsansprüche sofort einbringen an: Hotel Verpachtungs, Hamburg. 1193

Serviertöchter, mehrere, gesucht für sofort oder später. Für ein Gassenhotel in Sويس. Prima Zeugnisse erforderlich. Offerten mit Photo und Zeugnisfotos erbeten. Chiffre 1190

Wanted for a Leading and Largest Hotel and Restaurant in India, for engagements from the beginning of October 1915. 1 first class Pâtissier-Boulangier; 1 first class Cuisinier-sous-Chef; 1 first class Maître d'Hôtel. Please apply to the Manager, The Grand Hotel, Bombay, (India), with copies of testimonials and conditions. 1187

Wascher-Mechaniker gesucht für grösseren Hotelbetrieb an Hotchkurort für sofort oder Anfangs Juli. Offerten mit Zeugnisfotos und Angaben der Gehaltsansprüche erbeten. Chiffre 1193

Stellengesuche * Demandes de places. Schweiz Ausland. Erste Inserate (bis zu 2 Zeilen) Fr. 2.- Fr. 2.50. Jede ununterbrochene Wiederholung Fr. 1.- Fr. 1.50. Die Spesen für Beförderung eingehender Offerten sind in obigen Preisen begriffen.

Buchhalterin-Sekretärin, tüchtige und zuverlässige Arbeiterin, in allen Bureauarbeiten wie Korrespondenz, Kontrolle, Kassieren und Buchhaltung bewandert (bilanzfähig), bestens empfohlen, wünscht baldiges Engagement. Chiffre 795

Chef de réception-Directeur, Suisse, 31 ans, libre du service militaire, cherche engagement. Promoteur, sérieux, à disposition, dont une de 7 ans comme chef de réception dans un hôtel de tout premier ordre. Chiffre 805

Direction. Hôtellerie, Suisse française, 33 ans, expérimenté, connaissant les langues, cherche direction (event. sous-dir.) d'un important établissement français ou suisse. Bonnes notes N° 1783 X à Hasenstein & Vogler, Genève. 134 (H 17193 X)

Directeur-Chef de réception, Suisse, 26 ans, actuellement dans grand établissement, présentant bien, expérimenté dans toutes les branches de l'hôtellerie, cherche place de confiance dans maison de 1er ordre. Chiffre 779

Directrice. Veuve 32 ans, connaissant par expérience à fond la branche hôtelière, parlant les deux langues, cherche place dans hôtel ou pension comme directrice ou gouvernante-générale. Prétentions modestes. Références à disposition. Chiffre 787

Director-Schweizer Hotel-Direktor, militärfrei, der mehrere Jahre Schrift-Stelle, Kassenhotel geleitet hat, sucht mit seiner ebenso tüchtigen Frau oder allein Direction eines Hotels in der Schweiz. Ein Ausländer, der sich in der Schweiz niederlassen will, Kauton zur Verfügung. Geht. Offerten unter Chiffre Z. D. 2564 an die Annoncen-Exped. Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34. 331

Director-Chef de réception, Kasser-Sekretär, 31 Jahre, tüchtig, erfahrener und gut präsentierender Fachmann, mit nur prima Referenzen in Wort und Schrift, zuverlässige Kraft, sucht, gestützt auf beste Zeugnisse und Referenzen, Stelle. Ch. 769

Director-Chef de réception-Sekretär-Kasser, militärfrei, 30 Jahre, präsentabile Erscheinung, routinierter, repräsentationsfähig, in allen Teilen des Faches bewandert, bilanzfähiger Buchhalter, mit prima Referenzen und Zeugnisfotos erbeten. Haus, sucht Engagement. Chiffre 748

Director, Chef de réception, Kasser, Sekretär, (30 Jahre), militärfrei, Hauptarbeiten perfekt, guter Korrespondent, repräsentationsfähig, in allen Teilen des Faches bewandert, bilanzfähiger Buchhalter, mit prima Referenzen und Zeugnisfotos erbeten. Haus, sucht Engagement. Chiffre 748

Sekretär. Nach absolvierter Militärdienst sucht Deutschschweizer von 20 Jahren, englisch und französisch in Wort und Schrift, Stelle, französische Schweiz bevorzugt. Hat ein Jahr in Saal und Restaurant, 2/3 Jahre in Bureau für Kassa, Korrespondenz und Buchführung praktiziert. Bescheidene Ansprüche. Geht. Offerten an die Direction Kurhaus Weissstift bei Solothurn. 763

Sekretär-Chef de réception, militärfrei, repräsentabel, ein seriöser, tüchtiger, erfahrener Fachmann, 4 Hauptsprachen beherrschend, Maschinenreiber, Verkehrsweg, mit prima Referenzen, sucht Engagement. Chiffre 746

Sekretär-Kassierer. Junger, sprachkundiger Schweizer, absolvent einer Handelschule, mit guten Zeugnissen und Referenzen, sucht Engagement per 1. Juli oder später. Bescheidene Ansprüche. Chiffre 746

Sekretär-Volontär, militärfrei, 24 jähriger Schweizer aus Hotelierfamilie, 4 Hauptsprachen beherrschend, sachkundig, sachgemäß, sucht, gestützt auf prima Fachschulzeugnisse, Stelle in gutem Hotel. Chiffre 774

Sekretär-Anfängerin, mit guten Zeugnissen der Handelsschule (Hotelfach), franz. und etwas engl. sprechend, sucht Stelle in gutem Hotel, eventl. als Volontärin. Chiffre 759

Sekretärin-Gouvernante. Fräulein, in allen Zweigen des Hotelwesens durchaus bewandert, sprachkundig, schon als Directrice selbständig tätig gewesen, sucht für die Sommerstation Vertrauensperson irgendwelcher Art, sei es als Sekretärin, Gouvernante oder Vertreterin des Prinzipals, eventl. als Stütze oder Assistentin, sucht für ganz kurze Zeit. Chiffre 774

Salle & Restaurant. Barman, Schweizer, 25 Jahre alt, 4 Hauptsprachen sprechend, erstklassiger Mixer, sucht Engagement. Prima Referenzen. Chiffre 802

Kellnerlehrling, Schweizer, Hotelbesitzer (Mitglied des Höteller-Vereins) wünscht seinen 16-jährigen Sohn in gutes Hotel der deutschen Schweiz als Kellnerlehrling zu platzieren. Spricht französisch, italienisch und etwas deutsch, ist gross, stark und präsentiert gut. Chiffre 777

Maître d'hôtel, Bernois, expérimenté, parlant les langues, bon caractère, sérieux, muni de bonnes références, cherche place comme tel ou comme maître d'hôtel-secrétaire, dans un hôtel de premier ordre. Chiffre 827

Berkellner, erste Kraft, militärfrei, flotter Restaurateur, seriöser, sprachkundiger Fachmann, mit Buchführung und Reception vertraut, sucht, gestützt auf beste Referenzen, Stelle. Chiffre 745

Berkellner, Schweizer, 35 Jahre, mit prima langjährigen Zeugnissen, sucht Saison- oder Jahresstelle. Chiffre 784

Berkellner, Bündner, militärfrei, tüchtiger Fachmann, von seriösem, energischem Charakter, sucht per sofort oder später Saison- oder Jahresstelle. Prima Zeugnisse und Referenzen. Chiffre 788

Bersaaltheater, gesetztes Alters, im Hotelfach tüchtig, selbständig arbeitend, sprachkundig, sucht baldmöglichst Engagement, auch geeignet für etw. Restaurant. Prima Zeugnisse zu Diensten. Chiffre 770

Bersaaltheater, tüchtig, 3 Hauptsprachen und etwas Ital. sprechend, mit guten Zeugnissen, sucht Stelle. Chiffre 804

Bersaaltheater, gesetztes Alters, winschig, wenn möglich noch Saisonstelle, würde event. sonst solche als Stütze der Hausfrau annehmen. Eintritt nach Belieben. Zeugnisse und Referenzen zu Diensten. Offerten an: E. Schwiter, Hergli, Knonau, Ct. Zürich. 807

Saaltheater, deutsch und französisch sprechend, sucht Stelle als Saaltheater, Zeugnisfotos und Photo zu Diensten. Adr.: Lina Zwahlen, Viltieux, Lengrau B. Biel. 790

Saaltheater, tüchtige, aus guter Familie, sucht Anfangsstellung als erste Saaltheater oder selbst in gutes Hotel eventl. als Hülf-Fräulein. Gute Zeugnisse zur Verfügung. Offerten unter Chiffre Zsg 1 23 an Rue Mosse, Solothurn. 314

Serviertöchter. Einfache Tochter, gesetztes Alters sehr tüchtig im Service, sucht baldmöglichst Engagement zur Saison. Chiffre 770

Cuisine & Office. Chef de cuisine, 43 ans, suisse française, sérieux, capable, économique, cherche place pour saison d'été ou à l'année. Références à disposition. Chiffre 736

Chef de cuisine, Suisse, 34 ans, cherche place de saison ou à l'année. Bonnes références à disposition. Accepterait place de chef de partie dans grand maison. Chiffre 687

Chef de cuisine, Suisse, 34 ans, bon administrateur, sérieux, économique, ayant travaillé dans hôtel 1er ordre, cherche engagement de suite, dans maison anglaise. Sérieuses références à disposition. Adresser les offres à: Crest, Hotel Brun, rue Sémendis, Genève. Chiffre 784

Chefköchin, tüchtige, wünscht Stelle in grösserem Hause. Offerten an R. F. S. postlagernd, St. Gallen. 791

Commis oder Aide. Jünger, tüchtiger Koch, sucht Stelle als Commis oder Aide in grösserem Hotel. Chiffre 776

Koch, Junger, tüchtiger, sucht sofortige Stelle in besserem Hotel oder Pension. Zeugnisse zur Verfügung. Chiffre 781

Köchin, tüchtige, sucht auf 1. Juli Engagement in Hotel oder Restaurant. Jahresstelle erwünscht. Geht. Offerten an: M. K. poste restante, Villeneuve. 799

Kochlehrer. Intelligenter Jungerling, stark und kräftig, 16 Jahre alt, wünscht Kochlehre in besserem Hotel. Chiffre 766

Kochstelle gesucht für 17-jährigen, kräftigen Jungerling (Deutscher, in der Schweiz geboren und aufgewachsen); hat ein Jahr Pâtisserie gelernt. Offerten erbittet: Otto Dielenbacher, Hiltfelen, 133. H 3497 Y

Küchenchef, Schweizer, 36 Jahre alt, mit prima Zeugnissen des In- und Auslandes, 4 Hauptsprachen beherrschend, sucht Engagement in grösserem Hause. Chiffre 803

Office- oder Küchengouvernante, tüchtige, sucht Saison- oder Jahresstelle in grösserem Hause. Chiffre 783

Etage & Lingerie. Etage- oder Generalgouvernante, Branchenkundige Schweizerin, deutsch, französisch und englisch, sucht sofortige Anstellung als Etage- oder Generalgouvernante. Chiffre 786

Etage- oder Generalgouvernante mit guten Referenzen, der H Hauptsprachen mächtig, wünscht selbständigen Vertrauensposten. Chiffre 774

Etagegouvernante, Tochter, 38 Jahre, im Hotelfach tüchtig, wünscht Stelle in obiger Eigenschaft. Geht. Offerten unter Chiffre A 725 Ch an Hasenstein & Vogler, Chur. 316

Etage- oder Lingerie-Gouvernante, Schweizerin, gesetztes Alters, die 3 Hauptsprachen sprechend, tüchtig, sucht selbständige Stelle, für sofort oder später. Chiffre 783

Femme de chambre, connaissant les trois langues (français, allemand et italien) cherche place de suite dans hôtel de premier ordre. Certificats à disposition. Chiffre 789

Zimmermädchen, tüchtig und gewandt, sucht Stelle für kommende Sommeraison. Ist sprachkundig und mit guten Zeugnissen versehen. Chiffre 775

Zimmermädchen, jüngerer, deutsch und französisch sprechend, mit guten Zeugnissen, sucht Saison- oder Jahresstelle. Chiffre 800

Loge, Lift & Omnibus. Concierge, Schweizer, 32 Jahre, militärfrei, der 4 Hauptsprachen mächtig, mit Ia. Referenzen, sucht Stelle. Chiffre 784

Concierge ou Conducteur, Suisse, 27 ans, parlant les 4 langues principales, cherche place analogue pour de suite dans bonne maison. Chiffre 782

Concierge, Schweizer, sucht Stelle in etw. Ettablissement. Langjährige Zeugnisse und beste Empfehlung. Chiffre 787

Concierge, Suisse française, 30 ans, capable et sérieux, parlant les 4 langues, muni de références de premier ordre de la Suisse et de l'étranger, cherche place pour Juillet et Août. S'adresser sous Casier 20241, Lausanne-Gare. 806

Bademeisterin und Masseuse sucht Stelle per sofort oder 15 Juni in Kurort oder Sanatorium; nur deutsche Schweiz oder Deutschland. Chiffre 781

Masseuse-Bademeisterin, tüchtige, in allen Anwendungen vertraut, deutsch u. französisch sprechend, Schweizerin, wünscht Stelle in Hotel oder Sanatorium. Offerten unter Chiffre Nr. 1632 Z an Hasenstein & Vogler, Zürich. 129

Hausbursche. Starker, fleissiger Bursche, 18 Jahre, sucht Stelle als Haus- oder Küchenbursche. Zeugnisse zu Diensten. Geht. Offerten an Joh. Krügel Berthard, 10, Zürich III. 323 (304)

Hotelschreiber, tüchtiger, sucht Stelle. Chiffre 786

Tapissier, selbständiger und erfahrener, mit Zeugnissen von Hotel 1. Rang, sucht Stellung. Chiffre 801

Divers. Zur gefl. Kenntnisnahme.

Wir ersuchen hiermit die Herren Prinzipale, die noch im Besitze nicht passender Offerten sind, um Rücksendung der noch bei ihnen lagernden Photographien und Zeugnisse. Zahlreiche Zuschriften von seiten der Angestellten legen uns nahe, dem Personal in Zukunft die Namen der säumigen Hotels bekannt zu geben, damit die so lästigen Reklamationen nicht mehr an uns gerichtet, sondern direkt vorgebracht werden können. Desgleichen werden die inserierenden Angestellten ersucht, ihnen zugehende Offerten in ihrem eigenen Interesse möglichst rasch zu beantworten.

Die Expedition der „Hotel-Revue“.

Avis. Die Einsender von Bewerbungen schreiben werden hiermit wiederholt aufgefordert, ihre Offerten keine Originalzeugnisse beizulegen. Antwortmarken, die ihren Zweck erreicht haben, werden am vorteilhaftesten auf das Bewerbungsschreiben selbst, statt auf den Briefumschlag, lose angeheftet. Der Portosparsnis halber und um der Expedition den Versand der Offerten zu erleichtern, empfiehlt es sich, unaufgezeigte Visiten- oder Mignon-Photographien zu verwenden.

DIREKTOR. Schweizer Hotel-Direktor, militärfrei, der mehrere Jahre ein grosses Aktienhotel geleitet hat, sucht mit seiner ebenso tüchtigen Frau oder allein Direction eines Hotels in der Schweiz oder im Ausland, bei bescheidenen Ansprüchen. Referenzen und event. Kauton zur Verfügung. Geht. Offerten unter Chiffre Z. D. 2564 an die Annoncen-Exped. Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34. (333)

Absolut zinsfrei zu verpackten. ein nettes, kleines Hotel mit Café-Restaurant, in zentraler Lage von Genf, nächst dem Bahnhof. Neu hergerichtet. Eintritt sofort. Billig und mässig. Auch nach X-tage billige Bedingungen. Offerten unter Ch. Z. 2395 an die Annoncen-Exp. Mosse, Zürich, Limmatquai 34. (338)

Wie Sie schonend u. billig waschen können, zeigt Ihnen praktisch die ESWA, Zürich Einkaufs-Zentrale für Schweiz. Wäschereibetriebe. Machen Sie grosse Einsparung an Material. Schonendste Wäschebehandlung. Prima Referenzen. * Verlangen Sie umgehend unsere unverbindlichen Begeh. Generalvertrieb für ENKA IV. (334)

Gelegenheitskauf! In Zürich beim Hauptbahnhof ist ein altbekanntes und bestrenommiertes, nachweisbar prima rentierendes Hotel mit sehr gut frequentiertem Restaurant, zu günstigen Bedingungen zu verkaufen. Für tüchtige Fachleute bietet dieses Geschäft gute und sichere Existenz. Weitere Auskunft erteilt an nur seriöse, kapitalkräftige Käufer die Firma: Schweizer Hotel-Industrie G. Kuhn-Eichacker Zürich, 106 Bahnhofstrasse 106. (335)

WER ein Hotel eine Pension eine Kuranstalt zu verkaufen zu verpachten zu kaufen zu pachten sucht, inseriert mit Erfolg in der in Basel erscheinenden Hotel-Revue Offizielles Organ des Schweizer Hoteller-Vereins. Associé gesucht in erstkl. Bau- und Land, direkt an grossem Zentralbahnhof, geeignet für Hotel-Restaurant. Ia. Frequenz sicher. Anfragen unter Chiffre W 2923 Y, an Hasenstein & Vogler, Bern. (286)

Die internationale Hotel-Buchhandlung Saanen M. O. B. (Schweiz) empfiehlt folgende Fachbücher von Dr. E. Müller: Einige Grundregeln des Hotelwesens Fr. 1.50; Internationale Hotelbuchführung Fr. 4.-; Wie erlangt man gute Anstellung? Fr. 1.50; Englische Hotel-Korrespondenz Fr. 2.75; Franz. Hotel-Korrespondenz Fr. 2.75; Deutsche Hotel-Korrespondenz Fr. 3.25. Preisliste von Fachbüchern gratis. (291) Hotel-Journale etc. auf Lager. GASTHOF zu verkaufen. In einer grösseren, industriereichen Gemeinde des Kantons Aargau ist wegen Todesfall ein sehr schön gelegener Gasthof mit ebefahren Tavernenrecht sofort billig zu verkaufen. (305) Auskunft erteilt: Holliger, Notar, Beinwil a. S.

Hotelbuchführung
Abschlüsse, Nachtragungen, Neueinrichtung, Inventuren, Ordnen vernachlässigter Buchhaltungen, Revisionen, besorgen gewissenhaft

Albertine Bär & Emil Hohmann
Bücherexperten
Telephon 6392 Zürich II Steinhaldenstr. 62
Kommen auswärts. Sämtliche Bücher vorräthig.

Für Hotels & Pensionen

empfehlen unsere vorzüglich (84)

Salmiak - Terpentin - Waschpulver
Gemahlene Seife „Olivia“.

Mignon Seifenspäne u. -nudeln, goldgelb. Weisse Kernseifenspäne und -nudeln. Prima Haushaltungsseifen. „Alphalin“ Seife in Oelform. Toilette-Seifen, flüssig, für Seifenspender. Silber-Glanzstärke, Marke „Matrose“, etc. etc.

Chemische Industrie u. Seifenfabrik A.-G., Luzern.

Man spart

Kosten, Zeit u. Arbeit
durch Benutzung unserer Annoncen-Expedition, selbst wenn es sich nur um eine Gelegenheits-Anzeige, ein Gesuch oder ein Angebot handelt, das in einer oder mehreren Zeitungen veröffentlicht werden soll.

Annoncen-Expedition Rudolf Mosse
Zürich Basel
Limmatquai 34 Aeschenvorstadt 50
Telephon Nr. 660 Telephon Nr. 2164

„FIDES“ Revisionen
Buchhaltungs- und Betriebsorganisationen
Liquidationen, Sanierungen
Vermögens-Verwaltungen
Konstituierung von Aktien-Gesellschaften
im In- und Auslande (32)

Treuhand-Vereinigung
Zürich 1, Bahnhofstrasse 69
Absolut unabhängiges Institut
Telegramme: „Fides“. Telephon 102,87

Bildung u. Leitung von Syndikaten
Beratung in Steuer- und Beteiligungs-Angelegenheiten

Neu! Neu!
Sehr wichtig für Hotelküchen
Original-Plaque-Kohler Excelsior
zur Reinigung von
Tafelgeschirr in Silber und Nickel.
Reinigt ganz von selbst. (458)

Preislisten und Atteste durch die Verkaufsstelle
Caspar Vorburger, St. Gallen
Artikel für Haus- und Küchenbedarf.

Prospekte und Empfehlungskarten
in moderner und geschmackvoller Aus-
führung bei zivilen Preisen empfiehlt
Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm :: Basel.

Kleine Anzeigen
d. h. Anzeigen, die das tägliche Leben betreffen, wie: Kauf- und Verkauf, Pacht, Miete, Personal-, Kapitalsgeschäfte und -angebote erzielen nur dann
große Wirkung

wenn sie fachgemäß abgefaßt und zweckentsprechend ausgestattet sind, wenn die Aufmerksamkeit der zu benutzenden Zeitungen auf Grund sachmännlicher Erfahrung getroffen wird. Alle diese Bedingungen werden erfüllt ohne irgendwelche Preisüberhöhung, ferner wird eine wertvolle Vereinfachung, Zeit- und Arbeitsersparnis erzielt durch Übertragung derartiger Aufträge an die

Annoncen-Expedition Rudolf Mosse
Zürich Basel
Limmatquai 34, Telephon 660 Aeschenvorstadt 50, Telephon 2164

Zu verkaufen.
Wir haben gegenwärtig eine Anzahl kleinere u. grössere

Hotels
(Jahres- u. Saisonschäfte) in Zürich und in der ganzen Schweiz zu ausserordentlich günstigen Bedingungen zu verkaufen. Nie wiederkehrende Kaufsgelegenheit!

Schweiz. Hotel-Industrie Zürich
G. Kuhn-Elchacker
106 Bahnhofstrasse 106

Erstes und ältestes Spezial-Bureau dieser Branche.

Gute, preiswürdige Objekte werden stets in Auftrag genommen, unter Zusicherung strengster Diskretion.

Streng realistische gewissenhafte Vermittlung. (283)
Feinste Referenzen.

TEE
beziehen Sie vorteilhaft durch
Ruguenin & Co., Zürich (86/87)
Bahnhofstr. 39. (Direkter Import)

Persil
für
Kinderwäsche
Bleichsoda Henco
D 188 b

Hôtel-Pension
avec Café-Restaurant, près Lausanne, 800 - 900 m. altitude

à louer
S'adresser par écrit sous
M. 22598 L. Haasenstein & Vogler,
Lausanne. (31/39)

Weinkarten
in moderner und geschmackvoller Aus-
führung bei zivilen Preisen
empfehlen

Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm
Basel.

Von Hotelfachleuten
geschätzt sind die praktischen
Nachtisch-Einlagen
aus imprägniertem Holz, öfen die Krankheitskeime, verhindern allen Geruch des Nachtisches. Hundert Fr. 30. - eine Saison reichend.
Hotel-Einricht.-Ges. zu haben. (301)

Docteur
plusieurs années médecin dans grand hôtel (régimes, nervaux) désireait trouver hôtel ou station d'étrangers de la Suisse française pour l'été.

Offres sous H 1232 N à Haasenstein & Vogler, Lausanne.

Hotel- & Restaurant-Buchführung
Amerikanisches System Frisch.
Lehre amerikanische Buchführung nach meinem bewährten System durch Unterrichtsstelle. Hunderte von Anerkennungs-schreiben. Garantie für den Erfolg. Verlangen Sie Gratis-prospekt. Prima Referenzen. Bichte auch selbst in Hotels und Restaurants Buchführung ein. Ordnen vernachlässigte Bücher. Gehe auch nach auswärts.

Alle Geschäftsbücher für Hotels auf Lager.

H. Frisch, Zürich I
Bücherexperte (154)

Herrschaftsdienere
zu sofortigem Eintritt
gesucht. Bl. 3455a.

Militärfreie Bewerber wollen sich schriftlich, unter Ein-sendung von Zeugnissen und Photographie, oder persön-lich, morgens zwischen 8 und 10 Uhr, melden. Ernst Sarasin, zum weissen Segel, Arisheim.

Dames
voulant se retirer des af-faires, désirent remettre leur pension-famille.

Bon chiffre d'affaires prouvé. - Offres sous chiffre
B. V. 5407 à l'Agence de publicité Rudolf Mosse, Bâle.

Speisekartoffeln
verkauft
in beliebigem Posten
(von 50 kg. an)

Joh. Spämb, Lan-despord, Amswil
(330)

Zürich I Hotel z. schwarzen Bären
:: Bäregasse beim Paradeplatz ::
Mässige Preise. Zimmer mit und ohne Pension.
Rendez-vous der Hotelangestellten.
Höflichst empfehlen sich: **A. & B. Stöcklin.** (320)

Die Mitglieder des Schweizer Hotelier-Vereins
sind gebeten, bei Deckung ihres Bedarfs die Inseren-ten der „SCHWEIZER HO-TEL-REVUE“ zu berück-sichtigen und sich bei allen Anfragen u. Bestellungen auf das Vereinsorgan zu beziehen.

Hotel-Verkauf.
In erstem Kurort Graubündens, der auch im Kriegs-winter 1914/15 gute Frequenz verzeichnete, ist wegen Erkrankung des Besitzers altrenommiertes Haus II. Ranges, mit ca. 70 Betten, bei äusserst günstigen Bedingungen zu verkaufen. Anfragen unter Chiffre **Z. 2. 2575** an die Ann.-Exp. **Rudolf Mosse, Zürich, Limmatquai 34.** Mg. (337)

Directeur - Chef de réception.
Energischer, junger Schweizer, in allen Teilen des erstklassigen Hotelbetriebes bestens bewandert,
sucht Vertrauensposten.
Spätere Beteiligung nicht ausgeschlossen. Gef. Offerten unter Chiffre **B. O. 3453** an die Annoncen-Expedition **Rudolf Mosse, Basel.** Bl. 3453 a.

Daily Mail
CONTINENTAL EDITION
Gives all the News Many Hours in Advance of any other English Journal circulating in the Continent.
Head Office: 38, Rue du Sentier, PARIS.

SWISS CHAMPAGNE
La plus ANCIENNE MAISON SUISSE
Fondée en 1811, à Neuchâtel
EXPOSITION DE BERNE 1914
MÉDAILLE D'OR
avec félicitations du Jury

Hotel zu verkaufen
in Venedig am Canal Grande, Nähe des Markus-Platzes, 80 Zimmer, mit Garten, 1580 Quadratmeter Areal, gute Rendite, alte erstklassige Kundschaft, Preis Fr. 600,000. - Bl. 3380 a.
Näheres durch **Postfach 14375 Basel.**

Gesucht nach Marokko:

1 Küchenchef, Schweizer oder Elsässer, militärfrei, perfekt franz. sprechend. Eventl. auch verheiratet. Frau könnte als Lingère etc. gehen.

1 Aide Pâtissier, militärfrei.

1 Garçon de Salle mit schöner Handschrift, beide ebenfalls perfekt franz. sprechend. Eintritt sofort. Reiseentschädigung. Schweizer Direktor.
Offerten mit Zeugniskopien und Photos eventl. Referenzen sowie Retourmarke an **Postfach 13070 Haupt-post Bern.**

Garantiert reiner
Berner Alpenrahm
Weltbekannt
als Schlagahne, zu Süss-Speisen und Glaces
Höchst ausgiebig
infolge seines hohen Fettgehaltes
Unentbehrlich
für Hotels, Konditoreien und Pâtisseries

Feinstes Aroma - Grösste Haltbarkeit
Zu beziehen in Delikatess-Geschäften oder direkt bei der **Berner Alpenmilch-Gesellschaft Stalden Emmental (Schweiz)**
(384)

Aktiengesellschaft der Maschinenfabriken
ESCHER WYSS & Co
Zürich & Ravensburg

Eis-, Kühl- und Gefrieranlagen

Schweizerische Aktien-Gesellschaft
Bamberger, Leroi & Co., Zürich

Fabrik sanitärer Wasserleitungsartikel

Badewannen, W. C., Waschtische, Urinals, Bidets etc.; Spezial-Modelle für Hotels.